

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 405
Saint John
New Brunswick
E2L 2B9
Bid Fax: (506) 636-4376**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Toutes questions doivent être envoyées par écrit à Gisèle Doucet - Courriel: gisele.doucet@tpsgc.gc.ca ou Télécopieur (506) 636-4376.

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 405
Saint John
New Bruns
E2L 2B9

Title - Sujet OCIR Dragage au matériel flottant	
Solicitation No. - N° de l'invitation EC015-171940/A	Date 2016-11-07
Client Reference No. - N° de référence du client R.001681.001	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWB-004-3999
File No. - N° de dossier PWB-6-39135 (004)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-30	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Doucet, Gisele PWB	Buyer Id - Id de l'acheteur pwb004
Telephone No. - N° de téléphone (506)636-4541 ()	FAX No. - N° de FAX (506)636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA Dominion Public Building 1045 MAIN ST MONCTON New Brunswick E1C1H1 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Vous référer à IP11

DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – OFFRE

Des changements importants ont été apportés aux Dispositions relative à l'intégrité – Offre, en date du 2016-04-04. Voir IG01, Disposition relatives à l'intégrité - Offre des Instructions Générales aux offrants pour plus d'informations.

LISTE DES SOUS-TRAITANTS

Conformément aux clauses IG06 des instructions générales, vous devriez dresser, au moyen de l'Annexe D, la liste des sous-traitants chargés des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix offert et soumettre le tout à la date de clôture de la demande d'offres.

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/vedette-features/2016-04-19-00-fra.html>

AJOUT D'UNE CLAUSE ÉVALUATION DU RENDEMENT - CONTRAT

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS03 de l'ajout d'un paragraphe à la clause R2810D.

AJOUT DE TERMINOLOGIE

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS04 de l'ajout de terminologie à la clause R2810D.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS- SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

IG01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre
IG02 L'offre
IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant
IG04 Taxes applicables
IG05 Frais d'immobilisation
IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG07 Livraison des offres
IG08 Révision des offres
IG09 Rejet de l'offre
IG10 Coûts relatifs aux offres
IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement
IG12 Respect des lois applicables
IG13 Approbation des matériaux de remplacement
IG14 Évaluation du rendement
IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu
IG16 Code de conduite pour l'approvisionnement - offre

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

IP01 Introduction
IP02 Documents de l'offre
IP03 Demandes de renseignements
IP04 Autorité contractante / Représentant du ministère
IP05 Quantité
IP06 Obligation de TPSGC
IP07 Révision des offres
IP08 Période de validité des offres
IP09 Initiative de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour l'embauche d'apprentis
IP10 Sites Web

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (POC)

POC01 Généralités
POC02 Période de l'offre à commandes
POC03 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes
POC04 Procédures applicables aux commandes subséquentes
POC05 Responsables de l'offre à commandes

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 Limitation de la responsabilité
CS02 Condition d'assurance
CS03 Évaluation du rendement-contrat
CS04 Interprétation

DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

APPENDICE 1 FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX
APPENDICE 2 DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ
APPENDICE 3 DEVIS
APPENDICE 4 PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION
APPENDICE 5 ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

ANNEXE A
ANNEXE B
ANNEX C
ANNEXE D

RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS
LISTE DES SOUS-TRAITANTS
LISTE DU MATÉRIEL/ÉQUIPEMENTS PROPOSÉS POUR LES TRAVAUX
ATTESTATION D'ASSURANCE

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

IG01 (2016-04-04) Dispositions relatives à l'intégrité – offre

1. La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande d'offre ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande d'offre et en font partie intégrante. L'offrant doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : *Politique d'inadmissibilité et de suspension*.
2. En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un offrant ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande d'offre, l'offrant doit fournir ce qui suit :
 - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
 - b. avec son offre, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : *Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement*.
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une offre en réponse à la présente demande d'offre, l'offrant atteste :
 - a. qu'il a lu et qu'il comprend la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*;
 - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
 - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès de l'offrant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - d. qu'il a fourni avec son offre une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
 - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

5. Lorsqu'un offrant est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec son offre un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
6. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que l'offrant a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que l'offrant est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse.

IG02 (2014-03-01) L'offre

1. L'offre doit:
 - a. être présentée sur le Formulaire de D'offre et d'acceptation obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire d'offre et d'acceptation obtenu par l'entremise du SEAOG;
 - b. doit être établie en fonction des documents d'offre énumérés aux Instructions particulières aux offrants;
 - c. doit être remplie correctement à tous égards;
 - d. être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
 - e. être accompagné de tout autre document précisé ailleurs dans les documents de l'offre où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG11, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire d'offre et d'acceptation ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire d'offre et d'acceptation par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents d'offres.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes d'offres et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de d'offres ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement à l'offrant de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part de l'offrant à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

IG03 (2015-02-25) Identité ou capacité civile de l'offrant

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a. ce pouvoir de signature;

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 (2015-02-25) Taxes applicables

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1^{er} avril 2013.

IG05 (2015-02-25) Frais d'immobilisation

Pour l'application de la CG1.8, de R2810T « Lois, permis et taxes », seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 (2015-02-25) Liste des sous-traitants et fournisseurs

Nonobstant toute liste de sous-traitants que le l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de la l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de l'offre.

IG07 (2014-03-01) Livraison des offres

1. Le Formulaire d'offre et d'acceptation rempli en bonne et due forme doit être joints et cachetés dans l'enveloppe fournie par l'offrant. L'enveloppe doit être adressée et soumise au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des offres. L'offre doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des offres.
2. Sauf indication contraire aux Instructions particulières aux offres
 - a. L'offre doit être en dollars canadiens;
 - b. le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute offre incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
3. Avant de présenter l'offre l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
 - a. numéro de l'invitation;
 - b. le nom de l'offrant;
 - c. l'adresse de l'expéditeur; et
 - d. l'heure et la date de clôture.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

4. La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

IG08 (2010-01-11) Révision des offres

1. Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offre.
2. Une modification à une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
3. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure devrait clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
4. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement pourrait/pourraient être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

IG09 (2014-09-25) Rejet de l'offre

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune offre, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG09, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a. les privilèges permettant à l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter
 - c. L'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans son offre;
 - e. des profuse à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
 - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux de l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou
 - ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.
3. Dans l'évaluation du rendement de l'offre dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2) (f)(ii) de l'IG09, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

- a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offre;
 - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
 - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG09, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
 - a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offres proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b. la capacité de l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où un offre devrait être rejetée conformément aux alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG09, pour des motifs distincts-+ de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG09, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.
6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de l'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrants.

IG10 (2015-02-25) Coûts relatifs aux offres

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande de l'offrant. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

IG11 (2015-02-25) Numéro d'entreprise - approvisionnement

Les offrants doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrants peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web [Contrats Canada](#). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les offrants peuvent communiquer avec l'[agent d'inscription des fournisseurs](#) le plus près.

IG12 (2013-04-25) Respect des lois applicables

1. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

IG13 (2015-02-25) Approbation des matériaux de remplacement

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents de l'offre.

IG14 (2010-01-11) Évaluation du rendement

1. Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Le formulaire *PWGSC-TPSGC 2913, SELECT* - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IG15 (2012-07-16) Conflit d'intérêts / avantage indu

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
 - a. L'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de l'offre; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
 - b. le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de l'offres qui n'étaient pas à la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner au offrant un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de l'offres (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. L'offrant demeure cependant assujetti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de l'offre. En déposant une offre, l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IG16 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre

Selon le *Code de conduite pour l'approvisionnement*, les offres doivent répondre aux demandes de offres de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes de offres et les contrats subséquents, et présenter des offres et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il se conforme au *Code de conduite pour l'approvisionnement*. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes. Les entrepreneurs sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser au plus deux (2) offres à commandes, pour une durée de deux (2) années, utilisant le principe du droit de premier refus. La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes est estimée à 4 613 225.00 \$ (TVH comprise). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de 100 000.00 \$ chacune (TVH comprise). Les offrants doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurés en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.

IP02 DOCUMENTS DE L'OFFRE

1. Les documents suivants constituent les documents de l'offre:
 - a. Appel d'offres - Page 1;
 - b. Instructions particulières aux offrants
 - c. Instructions générales aux offrants – Services de construction
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents de l'offre";
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de proposition de prix et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une offre constitue une affirmation que l'offrant a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les offres reçues par télécopieur seront reconnues comme officielles.

Article IG07, ajoutez le paragraphe suivant:

5. Les offres reçues par télécopieur seront reconnues comme officielles, si elles rencontrent les critères suivants;

- a) Doivent être complétées et soumises sur le formulaire de proposition de prix prévu
- b) Doivent indiquer:

- Numéro de la demande d'offre
- Numéro de l'invitation
- Nom de l'offrant
- Heure et la date de clôture

- c) Doivent être reçus avant la fermeture des offres au numéro de télécopieur (506) 636-4376

IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 1) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC).

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification

3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

IP04 AUTORITÉ CONTRACTANTE / REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

1. L'autorité contractante pour cette Demande d'offre à commandes est:

Gisèle Doucet
Spécialiste en Approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Adjudication de marchés immobiliers
189 rue Prince William, pièce 405
Saint John, N.-B.
E2L 2B9

Téléphone : (506) 636-4541
Télécopieur : (506) 636-4376
Courriel : gisele.doucet@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente.

2. Un Représentant du Ministère sera nommé à chaque émission d'une commande subséquente. Le Représentant du Ministère est chargé de toutes des questions relatives à l'aspect technique des besoins.

IP05 QUANTITÉ

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

IP06 OBLIGATION DE TPSGC

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

IP07 RÉVISION DES OFFRES

Une offre peut être révisée par télécopie conformément «Instructions générales aux offrants – services de construction». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (506) 636-4376.

IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

1. L'offre ne peut être retirée pour une période de soixante (60) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

2. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres à commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrants auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
3. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. de l'IP08 est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
4. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. de l'IP08 n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a. poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b. annuler la demande d'offre à commande.
5. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de IG09 des "Instructions générales aux offrants – services de construction".

IP09 INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui dépose des offres pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les offrants ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées (APPENDICE 5) aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti¹ autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à l'APPENDICE 5.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à l'APPENDICE 5

¹ **Le ratio compagnon/apprenti**, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.

IP10 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle
<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (PO)

POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'entrepreneur reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre à commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.
2. L'entrepreneur propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'entrepreneur comprend et convient :
 - a. qu'une commande subséquente d'une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
 - b. que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
 - c. que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
 - d. que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
 - e. que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commande sera de deux (2) ans, à partir de la date de début identifiée à l'offre à commande.

POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de 100 000.00 (taxes applicables comprises) pour chacune des commandes subséquentes.

POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit :
 - a. Selon les procédures pour les commandes subséquentes, lorsqu'un bien est défini, l'utilisateur désigné doit contacter l'offrant qui est classé au premier rang pour savoir s'il peut répondre au besoin, si l'offrant qui est classé au premier rang peut répondre au besoin, une commande subséquente sera passée suite à son offre à commandes. S'il ne peut pas répondre au besoin, l'utilisateur désigné contactera l'offrant qui est classé au deuxième rang. L'utilisateur désigné reprendra ce processus jusqu'à ce qu'un offrant confirme qu'il peut répondre au besoin de la commande subséquente.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

- b. Pour chaque commande subséquente on fournira l'énoncé des travaux et l'entrepreneur présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'entrepreneur comprendra l'ensemble des travaux tel que spécifié incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'œuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision incluant le(s) permis de construction selon les normes et règlements.
2. L'entrepreneur sera autorisé par écrit à exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire 2829.
3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES

Le responsable de l'autorité contractante de l'offre à commandes est :

Gisèle Doucet
Spécialiste en Approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Adjudication de marchés immobiliers
189 rue Prince William, pièce 405
Saint John, N.-B.
E2L 2B9

Téléphone : (506) 636-4541
Télécopieur : (506) 636-4376
Courriel : gisele.doucet@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante de l'offre à commandes est chargée de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Elle est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

Le responsable de l'autorité technique pour l'offre à commandes est :

Le responsable de l'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Nom : _____

Titre : _____

Département : _____

Direction : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

L'entrepreneur retenue pour l'offre à commande est :

Nom : _____

Contact : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

La CG1.6 de la R2810D est supprimée et remplacée par le texte suivant:

CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur

1. L'entrepreneur exonère et indemnise le Canada des réclamations, demandes d'indemnisation, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures se rapportant aux pertes subies par le Canada ou aux réclamations de tierces parties et découlant, de quelque façon que ce soit, des activités de l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, dans la mesure où ces réclamations sont causées par des actes négligents ou délibérés ou des omissions attribuables à l'entrepreneur, ou quiconque dont il est responsable en vertu de la loi.
2. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada pour chacune des pertes liées la responsabilité de première partie est limitée comme suit :
 - a. en ce qui trait à chacune des pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu des exigences en assurance du contrat de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au plafond par sinistre, de l'assurance responsabilité civile des entreprises, comme il est indiqué aux exigences en assurance du contrat.
 - b. en ce qui trait aux pertes pour lesquelles aucune assurance n'est requise, en vertu des exigences en assurance du contrat de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au montant le plus élevé entre le montant du contrat et 5,000,000 \$ mais en aucun cas le montant ne doit être supérieur à 20,000,000 \$.

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts ni les frais de justice et ne sont applicables aucune violation des droits de propriété intellectuelle ou des obligations de garantie.

3. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada, pour des pertes liées la responsabilité de tierces parties n'est assujettie aucune limite, y compris la totalité des frais qu'il devra engager pour se défendre en cas de poursuite par une tierce partie. Lorsque le Canada l'exige, l'entrepreneur doit défendre le Canada contre toute réclamation présentée par une tierce partie.
4. L'entrepreneur acquitte l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux, ou toute partie de ceux-ci, réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
5. Un avis écrit d'une réclamation doit être donné dans un délai raisonnable après que les faits sur lesquels est fondée cette demande deviennent connus.

CS02 CONDITIONS D'ASSURANCE

..

- 1) Polices d'assurance
 - a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution et demeurer en vigueur pendant toute la durée de de l'offre à commande.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de son offre, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS03 ÉVALUATION DU RENDEMENT-CONTRAT

La Condition générale CG1.22 est ajouté à la clause R2810D

CG1.22 Évaluation du rendement– contrat

1. Les entrepreneurs doivent prendre note que le rendement de l'entrepreneur pendant et après la prestation des services sera évalué par le Canada. L'évaluation sera basée sur les critères suivants:
 - a. qualité des travaux exécutés.
 - b. délais d'exécution
 - c. gestion de projet
 - d. gestion du contrat
 - e. santé et sécurité
2. Un facteur de pondération de 20 points est attribué à chacun des cinq critères comme suit:
 - a. inacceptable: 0 à 5 points
 - b. non satisfaisant: 6 à 10 points
 - c. satisfaisant: 11 à 16 points
 - d. supérieur: 17 à 20 points
3. Les conséquences découlant de l'évaluation du rendement sont les suivantes :
 - a. Pour une cote globale de 85 p. 100 ou plus, une lettre de félicitation est envoyée à l'entrepreneur.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

- b. Pour une cote globale entre 51 p. 100 et 84 p. 100, une lettre type rencontre les attentes est envoyée à l'entrepreneur.
- c. Pour une cote globale entre 30 p. 100 et 50 p. 100, une lettre d'avertissement est envoyée à l'entrepreneur indiquant que si, au cours des deux (2) prochaines années, sa cote de rendement est de 50 p. 100 ou moins sur une autre évaluation, la firme pourrait être suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.
- d. Pour une cote globale de moins de 30 p. 100, une lettre de suspension est envoyée à l'entrepreneur indiquant que la firme est suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.
- e. Pour une cote de 5 points ou moins pour un critère, une lettre de suspension est envoyée à l'entrepreneur indiquant que la firme est suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.

Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913, Select - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (FRERE), est utilisé pour évaluer le rendement.

CS04 INTERPRÉTATION

La Condition générale CG1.1.2 de la clause R2810D est modifiée pour inclure les nouvelles terminologies suivantes

- « Services d'architecture et de génie » : services pour fournir une gamme de rapports d'enquêtes et de recommandations, la planification, la conception, la préparation ou la supervision de travaux de construction, de réparation, de rénovation ou de restauration et inclut les services de gestion de contrats, de projets immobiliers.
- « Services de construction » : la construction, la réparation, la rénovation ou la restauration d'un ouvrage à l'exception d'un navire et qui comprend; la fourniture et l'érection d'une structure préfabriquée; le dragage; la démolition; les services environnementaux liés à un bien immobilier; ou, la location d'outillage destiné directement ou indirectement à l'exécution des services de construction mentionnés ci-dessus.
- « Services d'entretien d'installations » : services liés aux activités normalement associées à l'entretien d'une installation et le maintien des espaces, des structures et des infrastructures en bon état de fonctionnement, d'une manière routinière, prévue ou anticipée pour éviter la défaillance et / ou la dégradation, incluant des services d'inspections, d'essais, d'entretien, de classification quant à l'état de fonctionnement, de réparations, de reconstruction et de remise en état, ainsi que la fourniture de services d'entretien ménager, d'enlèvement des déchets, de déneigement, d'entretien des pelouses, de remplacement des revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de plomberie, de peinture, et autres petits travaux.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
 - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de proposition de prix et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et devis;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2016-04-04);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2015-02-25);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2016-01-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2016-01-28);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
GG8	Règlement des différends	R2884D	(2016-01-28);
CG9	N/A		
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);
	Conditions supplémentaires		
 - e. Toute modification émise ou toute révision de l'offre recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de l'offre et
 - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

APPENDICE 1 FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

**Dragage sur matériel flottant
Divers endroits (Nouveau-Brunswick)**

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DE L'OFFRANT

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA _____

Adresse courriel : _____

SA03 OFFRE

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

BORDEREAU DE PRIX – DRAGAGE SUR MATÉRIEL FLOTTANT 2017 – 2019**Production minimale de 100 mcmp/h (Groupe A)**

Article	Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
1	Mobilisation et démobilisation	Montant forfaitaire	40	\$	\$
2	Dragage par jour production 100 mcmp/h	Par jour	150	\$	\$
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					_____ \$

Remarque: La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement une estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

BORDEREAU DE PRIX – DRAGAGE SUR MATÉRIEL FLOTTANT 2017 – 2019**Production minimale de 100 mcmp/h (Groupe A)**

Article	Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
1	Mobilisation et démobilisation	Montant forfaitaire	40	\$	\$
2	Dragage par jour production 100 mcmp/h	Par jour	150	\$	\$
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					_____ \$

Remarque: La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement une estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

BORDEREAU DE PRIX – DRAGAGE SUR MATÉRIEL FLOTTANT 2017 – 2019**Production minimale de 80 mcmp/h (Groupe A)**

Article	Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
1	Mobilisation et démobilisation	Montant forfaitaire	20	\$	\$
2	Dragage par jour production 80 mcmp/h	Par jour	50	\$	\$
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					_____ \$

Remarque: La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement une estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

BORDEREAU DE PRIX – DRAGAGE SUR MATÉRIEL FLOTTANT 2017 – 2019**Production minimale de 50 mcmp/h (Groupe A)**

Article	Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
1	Mobilisation et démobilisation	Montant forfaitaire	10	\$	\$
2	Dragage par jour production 50 mcmp/h	Par jour	35	\$	\$
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					_____ \$

Remarque: La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement une estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

BORDEREAU DE PRIX – DRAGAGE SUR MATÉRIEL FLOTTANT 2017 – 2019**Production minimale de 100 mcmp/h (Groupe B)**

Article	Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
1	Mobilisation et démobilisation	Montant forfaitaire	8	\$	\$
2	Dragage par jour production 100 mcmp/h	Par jour	30	\$	\$
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					_____ \$

Remarque: La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement une estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

BORDEREAU DE PRIX – DRAGAGE SUR MATÉRIEL FLOTTANT 2017 – 2019**Production minimale de 80 mcmp/h (Groupe B)**

Article	Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
1	Mobilisation et démobilisation	Montant forfaitaire	8	\$	\$
2	Dragage par jour production 80 mcmp/h	Par jour	30	\$	\$
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					\$

Remarque: La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement une estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

BORDEREAU DE PRIX – DRAGAGE SUR MATÉRIEL FLOTTANT 2017 – 2019**Production minimale de 50 mcmp/h (Groupe B)**

Article	Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
1	Mobilisation et démobilisation	Montant forfaitaire	10	\$	\$
2	Dragage par jour production 50 mcmp/h	Par jour	65	\$	\$
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					_____ \$

Remarque: La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement une estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EC015-171940/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

L'offre ne peut être retirée pour une période de soixante (60) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'offrant (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EC015-171940/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

R.001681.001

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-6-39135

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 3 DEVIS

Voir pièces jointes

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

APPENDICE 4

PROCÉDURES D'ÉVALUATION OU MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation financiers.

1.1 Évaluation financière

Les offrans seront évalués en fonction du montant total estimatif en dollars canadiens le moins élevé (taxe de vente harmonisée [TVH] non incluse). Le prix total évalué sera calculé à l'aide des chiffres d'utilisation estimatifs figurant sur le bordereau de prix (voir l'Appendice 1). Les offrans doivent présenter un prix pour tous les articles du bordereau de prix, sinon leur offre pourra être considérée comme irrecevable.

2. Méthode de sélection

- 2.1 Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas obtient la meilleure cote et sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes. Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième offres recevables les plus bas sont classés dans cet ordre. Canada se réserve le droit d'accorder au plus deux (2) offres à commandes pour chaque bordereau de prix.

Principe du droit de premier refus :

Selon les procédures pour les commandes subséquentes, lorsqu'un bien est défini, l'utilisateur désigné doit contacter l'offrant qui est classé au premier rang pour savoir s'il peut répondre au besoin, si l'offrant qui est classé au premier rang peut répondre au besoin, une commande subséquente sera passée suite à son offre à commandes. S'il ne peut pas répondre au besoin, l'utilisateur désigné contactera l'offrant qui est classé au deuxième rang. L'utilisateur désigné reprendra ce processus jusqu'à ce qu'un offrant confirme qu'il peut répondre au besoin de la commande subséquente.

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

APPENDICE 5

ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation de l'offre: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

Métiers spécialisés de ces apprentis;

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

ANNEXE A**RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)***(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de l'offre)*

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

ANNEXE B

LISTE DES SOUS-TRAITANTS

- 1) Conformément à la clause IG06 – Liste des sous-traitants et fournisseurs des Instructions générales, l'offrant devrait accompagner son offre d'une liste de sous-traitants.
- 2) L'offrant devrait soumettre la liste des sous-traitants pour toute partie des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix de l'offre.

	Sous-traitant	Division	Valeur estimative des travaux
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

ANNEXE C
Liste du materiel / équipements proposés pour les travaux

Itème	Nom	Type de matériel / d'équipement	Année de construction	Capacité (dimensions de l'entrée de pompe, puissance, etc.)	Autres caractéristiques	Taux moyen de production Mètres cubes/h

EC015-171940/A

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

R.001681.001

PWB-6-39135

Historique d’emplacement de dragage

Compléter ce formulaire et garder le en cas que vous seriez demander de soumettre cette information. Débuter avec le contrat de dragage le plus récent.

Nom de la drague:

Année / mois / jour	Emplacement des travaux ou entreposage de l'équipement	Processus de démobilisation (Espèces envahissantes)	Commentaires

Solicitation No. - N° de l'invitation

EC015-171940/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

R.001681.001

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-6-39135

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D
ATTESTATION D'ASSURANCE
(N'est pas requise lors du dépôt de l'offre)



ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux Offre à commandes, Dragage au moyen de matériel flottant, Divers endroits, comtés de Restigouche, Gloucester, Northumberland, Kent et Westmorland (N.-B.)	N° de contrat. N/A
	N° de projet R.001681.001

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
---	-------------------	-------	----------	------

Nom de l'assuré (Entrepreneur) Postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
--	-------------------	-------	----------	------

Assuré additionnel
Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/exc édentaire.				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
				\$	\$	\$

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)
téléphone

Numéro de

Signature

Date J / M / A



ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 2 de 2

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>agesP</u>
<u>Division 01 - Exigences Generales</u>		
01 11 00	Instruction générales	5
01 35 29	SANTÉ ET SÉCURITÉ	12
01 35 44	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	10
<u>Division 35 - Construction Marine</u>		
35 20 23	Dragage	14
Annex "A"		
Dessin et Carte	Carte de Localisation, Plan du Site	17

END

1 Description

- .1 La présente Convention d'offre permanente porte sur des travaux de dragage sur matériel flottant, exécutés sur demande pendant une période de deux (2) ans, qui devrait s'étendre mars 2017 à mars 2019, à différents quais publics et chenaux d'entrée (y compris des passes) le long de la côte est du Nouveau-Brunswick, y compris des sites dans les comtés de Restigouche, Gloucester, Northumberland, Kent et Westmorland.

Les emplacements où seront exécutés les travaux comprennent, sans toutefois s'y limiter, les quais situés aux endroits énumérés ci-dessous :

GROUPE A

- .1 Botsford (Murray Corner)
- .2 Petit-Cap
- .3 Cap-Pelé
- .4 Les Aboiteaux (Dupuis Corner)
- .5 Cap-des-Caissie
- .6 Cormierville (Barre-de-Cocagne)
- .7 Saint-Edouard-de-Kent
- .8 Côte-Sainte-Anne (Chockpish)
- .9 Cap-Lumière
- .10 Blacklands Gully (juillet, août)
- .11 Loggiecroft (juillet, août)
- .12 Pointe-Sapin
- .13 Escuminac

GROUPE B

- .14 Miller Brook (Salmon River)
- .15 Anse Bleue
- .16 Miscou
- .17 Pigeon Hill
- .18 Ste-Marie - St-Raphaël
- .19 Le Goulet
- .20 Neguac

Une carte de la côte est du Nouveau-Brunswick, sur laquelle sont repérés tous les emplacements susmentionnés, figure à l'annexe A.

Les travaux de dragage devront débuter dès la disparition des glaces, au printemps, et se poursuivre jusqu'à la prise des glaces au début de l'hiver.

2 Généralités

- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat englobent, sans toutefois s'y limiter, la fourniture de la totalité de la main d'œuvre et du matériel nécessaires à l'exécution du dragage, selon les prescriptions du présent devis.
- .2 L'Entrepreneur devra fournir une réponse dans les prochain 24 heures de l'appel et doit a moins de circonstances qu'il ne peut maîtriser, telles que des conditions météorologiques défavorables ou des retards dans le processus de délivrance des permis, l'Entrepreneur devra fournir la main-d'œuvre et le matériel nécessaires dans les 72 heures qui suivent la réception d'une demande de dragage transmise par le Représentant du Ministère. L'omission de satisfaire à une telle demande peut entraîner le recours aux services des autres soumissionnaires.
- .3 Le Ministère se réserve le droit de conclure une Convention d'offre permanente avec plus d'un entrepreneur et de faire appel au deuxième ou aux autres soumissionnaires.
- .4 Lors de la transmission d'une demande de dragage, la sélection de l'Entrepreneur sera effectuée en fonction de l'offre la plus intéressante (c.-à-d. en fonction du coût total du projet) pour l'État, compte tenu des prix unitaires soumis par les différents entrepreneurs.
- .5 Le matériel proposé par l'Entrepreneur sera également pris en considération. Le rendement du matériel évalué à d'autres emplacements similaires servira à déterminer s'il convient pour les travaux
- .6 La prescription, dans les documents contractuels, d'une quantité globale de matériaux à draguer ne garantit aucunement qu'une partie ou que la totalité de cette quantité sera effectivement draguée aux endroits indiqués avant l'expiration de la Convention d'offre permanente.
- .7 Le contrat prendra fin dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes, soit par la transmission d'un avis à cet effet, à la fin de tous les travaux de dragage d'urgence demandés, soit lorsque les quantités contractuelles autorisées auront effectivement

- | | | |
|---------------------------------------|----|--|
| 2 Généralités
(Suite) | .7 | (Suite)
été draguées, soit à la date d'expiration du contrat. |
| | .8 | Le Représentant du Ministère définira dans chaque demande les zones où les travaux de dragage doivent être effectués. Ces zones se trouvent pour la plupart à proximité de quais publics ou des passes indiquées. En général, les demandes viseront des zones où ont déjà été exécutés des travaux de dragage d'entretien. Le Représentant du Ministère peut cependant demander l'exécution de travaux de dragage dans des zones autres que celles susmentionnées. |
| 3 Permis,
certificats
et droits | .1 | Le Représentant du Ministère devra obtenir le permis d'immersion en mer prescrit par la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE) ainsi que le permis d'extraction, et transmettre les Avis aux navigateurs nécessaires avant le début de chaque opération de dragage. |
| 4 Inspection des
emplacements | .1 | Avant de faire parvenir sa soumission, l'Entrepreneur doit visiter tous les emplacements en vue de se familiariser avec les conditions existantes et d'examiner tous les autres détails qui pourraient influencer sur le coût des travaux. La méconnaissance des conditions locales ne peut être invoquée pour réclamer un montant d'argent supplémentaire. |
| 5 Zéro des cartes | .1 | Les élévations spécifiées dans le présent devis ou indiquées sur les dessins contractuels transmis au moment de la commande de dragage sont données en mètres par rapport au zéro des cartes ou niveau de basse mer, lequel correspond à une élévation de 0,0 mètre. |
| 6 Réunions de
chantier | .1 | Le Représentant du Ministère organisera des réunions de chantier, en fixera la date et l'heure, et se chargera de préparer et de distribuer les comptes rendus de ces réunions. |

7 Dessins
supplémentaires

- .1 Le Représentant du Ministère peut fournir des dessins supplémentaires, à des fins de clarification seulement, en vue d'assurer une bonne exécution des travaux. Ces dessins auront la même portée que s'ils faisaient partie des documents contractuels transmis avec la commande de dragage.

8 Protection des
réseaux et des
ouvrages existants

- .1 Il incombera à l'Entrepreneur d'obtenir tous les renseignements requis relativement aux réseaux et aux ouvrages existants et de prendre les mesures nécessaires pour assurer leur protection durant les travaux.
- .2 L'Entrepreneur assumera les frais de remise en état des réseaux et des ouvrages existants, advenant d'éventuels dommages causés dans le cadre des travaux faisant l'objet de cette offre permanente. Toutes les réparations devront être effectuées avec des matériaux neufs approuvés par le Représentant du Ministère .
- .3 L'Entrepreneur restaurera immédiatement, sans qu'il en coûte quoi que ce soit à le Représentant du Ministère , tout service interrompu à cause de ses activités.

9 Autorités
portuaires

- .1 L'Entrepreneur doit communiquer avec les maîtres de port ou les représentants des autorités portuaires avant de commencer les travaux.
- .2 L'Entrepreneur doit communiquer avec les autorités portuaires avant la mobilisation du matériel et négocier les droits de mouillage et d'accès aux installations.

10 Taxes

- .1 L'Entrepreneur doit payer les taxes fédérales, provinciales et municipales qui s'appliquent. Se reporter à l'« Avis aux soumissionnaires » concernant la taxe sur les produits et services.

11 Documents
requis

- .1 L'Entrepreneur doit conserver sur le chantier un exemplaire requis de chacun des documents suivants :
- .1 les dessins contractuels,
 - .2 le devis,
 - .3 les addenda,
 - .4 les autres modifications apportées au contrat,
 - .5 les autorisations et les permis pertinents,
 - .6 le Plan de protection de l'environnement,
 - .7 le plan de sécurité du chantier.
 - .8 la Loi de santé et de sécurité au travail, province du Nouveau-Brunswick.

12 Utilisation de
l'emplacement par
l'Entrepreneur

- .1 L'utilisation de l'emplacement par l'Entrepreneur est restreinte aux seules zones de dragage et aires spécifiées dans le présent devis.

13 Nettoyage

- .1 Avant l'acceptation des travaux, l'Entrepreneur doit nettoyer les lieux et les laisser dans un état jugé convenable par le Représentant du Ministère.

1.1 DÉFINITIONS

- .1 RCSST : Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, établi en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
- .2 Personne compétente : s'entend de toute personne qui présente les qualités suivantes.
 - .1 Elle est qualifiée en matière de connaissances personnelles, de formation et d'expérience pour exécuter les travaux assignés de façon à assurer la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail.
 - .2 Elle connaît les dispositions des statuts et règlements en matière de santé et sécurité qui s'appliquent aux travaux.
 - .3 Elle est au courant des dangers éventuels ou réels que pose le travail pour la santé et la sécurité.
- .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure ayant nécessité un traitement médical et dont le coût est payé par la commission des accidents du travail de la province où est survenue la blessure.
- .4 ÉPI : équipement de protection individuel.
- .5 Chantier : aux endroits où ce terme apparaît dans la présente section, il signifie les zones, situées sur les lieux où les travaux sont exécutés, utilisées par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités liées à l'exécution des travaux.

1.2 DOCUMENTS/
ÉCHANTILLONS A
SOUMETTRE

- .1 Soumettre un plan de santé et sécurité propre au chantier avant de commencer les travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de la soumission. Fournir deux (2) exemplaires.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et sécurité et le commentera.
 - .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre à nouveau dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
 - .4 L'examen du plan par le Représentant du Ministère et ses commentaires à ce sujet ne doivent pas être interprétés comme une acceptation, une approbation ou une garantie implicite d'aucune sorte par le Canada, et ne réduisent pas la responsabilité générale de

1.2 DOCUMENTS/
ÉCHANTILLONS A
SOUMETTRE
(Suite)

- .1 (Suite)
 - .4 (Suite)
l'Entrepreneur quant à la santé et la sécurité sur le chantier
 - .5 Soumettre les révisions et mises à jour apportées au plan pendant les travaux.
- .2 Fournir le nom du représentant de chantier en santé et sécurité désigné, ainsi que les documents justificatifs prescrits dans le plan de sécurité.
- .3 Soumettre le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.
- .4 Remettre une copie de la lettre en bonne et due forme de la commission des accidents du travail ou du ministère du travail de la province.
 - .1 Remettre une mise à jour de la lettre en bonne et due forme lorsqu'une date d'expiration arrive pendant les travaux.
- .5 Remettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs en santé et sécurité des gouvernements fédéral, provincial et territorial.
- .6 Remettre des exemplaires des rapports d'incidents.
- .7 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.

1.3 EXIGENCES DE
CONFORMITÉ

- .1 Respecter la loi sur la santé et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick, et les règlements généraux établis en application de la loi.
- .2 Respecter la Partie II du Code canadien du travail (qui porte le titre Santé et sécurité au travail), le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST) et tout autre règlement pris en vertu de la loi.
 - .1 On peut consulter le Code canadien du travail à l'adresse
<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/>.
 - .2 On peut consulter le RCSST à l'adresse
<http://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS86-304/index.html>

1.3 EXIGENCES DE
CONFORMITÉ
(Suite)

- .2 (Suite)
 - .3 On peut obtenir un exemplaire à l'adresse suivante : Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0S9. Tél. : 613-941-5995 (1 800-635-7943). Publication no L31-85/2000 E ou F.
- .3 Observer les mesures de sécurité en construction indiquées dans les documents suivants.
 - .1 La partie 8 du Code national du bâtiment du Canada.
 - .2 Les règlements et ordonnances municipaux.
- .4 En cas de divergence ou de contradiction entre les exigences prescrites ci-dessus, les plus strictes prévaudront.
- .5 Souscrire et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents du travail en règle pour toute la durée du contrat. Fournir une preuve de la cote de fiabilité au moyen de la lettre en bonne et due forme.
- .6 Surveillance médicale : Lorsque les lois ou règlements le prescrivent, obtenir et tenir la documentation sur la surveillance médicale des travailleurs.

1.4 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter et faire respecter, par tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier.

1.5 CONTROLE DE
L'ACCES AU CHANTIER

- .1 Contrôler les travaux et les points d'accès au chantier. Ne laisser entrer que les travailleurs et les personnes autorisées. Intercepter et renvoyer immédiatement les personnes non autorisées.
 - .1 Le Représentant du Ministère fournira les noms des personnes à qui il a accordé l'accès au chantier. Il s'assurera en outre que ces personnes possèdent les connaissances et la formation requises en santé et sécurité nécessaires pour accéder au chantier. Toutefois, l'Entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées qui se trouvent sur le chantier.
- .2 A l'aide de moyens appropriés, délimiter le chantier et l'isoler des autres aires de la propriété.
 - .1 Selon les besoins, ériger des clôtures, des palissades, des barricades et des dispositifs d'éclairage pour délimiter clairement le chantier, empêcher l'accès non autorisé, protéger les piétons et les véhicules sur le chantier et autour, et assurer un environnement sans danger.
 - .2 Placer des écriteaux, aux points d'entrée et autres points stratégiques, qui indiquent un accès restreint et les conditions d'accès.
 - .3 Utiliser des écriteaux de fabrication professionnelle avec affichage dans les deux langues officielles ou symboles internationaux.
- .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé. Informer ces personnes des dangers et des règles de sécurité devant être respectées sur le chantier.
- .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé portent l'ÉPI adéquat. Fournir un tel équipement aux autorités responsables de l'inspection qui exigent l'accès pour effectuer des essais ou des inspections.
- .5 Bloquer l'accès au chantier en dehors des heures de travail ou lorsqu'il est inoccupé, et de façon à protéger les personnes contre les blessures.

1.6 PROTECTION

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.
- .2 Si une situation ou un risque particulier ou imprévu lié à la sécurité survient durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir des dommages ou blessures. En informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.7 PRODUCTION DE
LAVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales en matière de santé et sécurité pertinentes.
 - .1 Au besoin, le Représentant du Ministère aidera à localiser l'adresse.

1.8 PERMIS

- .1 Sur le chantier, afficher les permis, les licences et les certificats de conformité
- .2 Lorsqu'on ne peut obtenir un certificat de conformité ou un permis particulier, en informer le Représentant du Ministère par écrit et ne pas entreprendre la partie applicable des travaux avant d'avoir obtenu l'approbation.

1.9 ÉVALUATION DES
RISQUES

- .1 Évaluer les risques en matière de santé et sécurité liés au chantier et à l'emplacement.
- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux et, au besoin, d'autres évaluations au cours de ces travaux, y compris à l'arrivée de nouveaux corps de métiers et sous-traitants au chantier.
- .3 Consigner les résultats et adapter le programme de santé et sécurité en conséquence.
- .4 Conserver la documentation sur place pour toute la durée des travaux.

1.10 CONDITIONS
PROPRES AU PROJET/
CHANTIER

- .1 Voici les risques potentiels en matière de santé, d'environnement et de sécurité auxquels les travailleurs peuvent être exposés à l'emplacement.
- .2
 - .1 Produits dangereux et contrôlés existants, entreposés sur place.
 - .1 aucune identifiée
 - .2 Substances dangereuses ou matières contaminées existantes.
 - .1 aucune identifiée
 - .3 Conditions latentes et environnementales connues du chantier.
 - .1 travaux effectués près ou au-dessus de l'eau;
 - .2 travaux effectués par temps froid;
 - .3 accès du public au chantier;
 - .4 matériel lourd;
 - .5 travaux effectués avec des appareils d'éclairage;
 - .6 pertes de charge, chavirements.
 - .4 Activités courantes à l'installation.
 - .1 aucune identifiée
- .3 La liste ci-dessus n'est pas exhaustive; elle ne comprend pas tous les risques potentiels pour la santé et la sécurité auxquels l'Entrepreneur sera confronté durant l'exécution de ces travaux.
- .4 Inclure les éléments susmentionnés dans l'évaluation des risques liés aux travaux.
- .5 On peut obtenir, auprès du Représentant du Ministère, les FS des produits dangereux et contrôlés pertinents et entreposés à l'emplacement.

1.11 RÉUNIONS

- .1 Assister à la réunion de santé et de sécurité préalable aux travaux, convoquée et tenue sous la présidence du Représentant du Ministère avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'emplacement déterminés par le Représentant du Ministère. S'assurer de la présence des intervenants suivants.
 - .1 Le Contremaître.
 - .2 Le représentant en santé et sécurité désigné du chantier.
 - .3 Les sous-traitants.
- .2 Pendant les travaux, tenir des réunions sur l'outillage et la sécurité à intervalles

1.11 RÉUNIONS
(Suite)

- .2 (Suite)
réguliers, conformément aux règlements sur la
santé et la sécurité au travail .
- .3 Garder les documents sur place.

1.12 PLAN DE SANTÉ
ET DE SÉCURITÉ

- .1 Avant de commencer les travaux, rédiger un
plan de santé et de sécurité propre aux
travaux. Mettre en oeuvre, tenir à jour et
améliorer le plan pendant toute la durée des
travaux et jusqu'à l'achèvement des derniers
travaux sur le chantier.
- .2 Le plan de santé et de sécurité doit
comprendre les éléments suivants.
 - .1 La liste des dangers et des risques pour
la santé et la sécurité relevés dans le
processus d'évaluation des risques.
 - .2 Les mesures de contrôle utilisées pour
atténuer les dangers et risques relevés.
 - .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence
sur les lieux, indiqué ci-dessous.
 - .4 Le plan de communication sur les lieux,
indiqué ci-dessous.
 - .5 Le nom du représentant en santé et
sécurité du chantier désigné par
l'Entrepreneur, l'information qui atteste sa
compétence et son rapport hiérarchique au sein
de l'entreprise de l'Entrepreneur.
 - .6 Les noms, les compétences et le rapport
hiérarchique du reste du personnel de
surveillance présent sur le chantier à des
fins de santé et de sécurité au travail.
- .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur
les lieux doit comprendre ce qui suit.
 - .1 Les procédures d'exploitation, les
mesures d'évacuation et le processus de
communication en cas d'urgence doivent être
mis en oeuvre.
 - .2 Le plan d'évacuation : plans de
l'emplacement et des étages montrant les voies
d'évacuation et les zones de rassemblement.
Détails sur les méthodes de signalement
d'alarme, les exercices d'incendie et
l'emplacement du matériel de lutte contre
l'incendie, et autres données connexes.
 - .3 Le nom, les tâches et les
responsabilités des personnes désignées comme
agent(s) de secours et adjoints.
 - .4 Les personnes-ressources avec qui
communiquer en cas d'urgence : noms et numéros

1.12 PLAN DE SANTÉ .3
ET DE SÉCURITÉ
(Suite)

(Suite)

.4 (Suite)

de téléphone des représentants des
intervenants suivants.

.1 L'Entrepreneur général et les
sous-traitants.

.2 Les ministères et autorités
compétentes fédéraux et provinciaux qui
s'appliquent.

.3 Les ressources d'intervention
locales.

.5 Harmoniser le plan avec celui
d'intervention en cas d'urgence et
d'évacuation de l'installation. Le
Représentant du Ministère fournira les données
pertinentes, y compris les noms des personnes
ressources de TPSGC et du service de gestion
de l'installation.

.4 Le plan de communication sur les lieux doit
comprendre ce qui suit.

.1 La marche à suivre pour transmettre
l'information sur la sécurité au travail, y
compris les mesures d'urgence et d'évacuation,
aux travailleurs et aux sous-traitants.

.2 La liste des activités critiques, à
communiquer au Gestionnaire de l'installation,
qui risquent de causer préjudice à la santé et
à la sécurité des usagers de l'installation.

.5 Veiller à toutes les activités liées aux
travaux, y compris celles des sous-traitants.

.6 Examiner le plan de santé et de sécurité
régulièrement pendant les travaux. Le mettre à
jour lorsque les conditions présentent de
nouveaux risques et dangers, par exemple
l'arrivée d'un nouveau corps de métier ou
sous-traitant au chantier.

.7 Le Représentant du Ministère transmettra ses
observations par écrit si le plan comporte des
anomalies ou s'il soulève des préoccupations;
il peut exiger la soumission d'un plan révisé
qui permettra de corriger ces anomalies ou
d'éliminer ces préoccupations.

.8 Afficher une copie du plan et les mises à
jour bien en vue sur le chantier.

1.13 SURVEILLANCE
DE LA SÉCURITÉ

- .1 Faire appel à un représentant en santé et sécurité sur le chantier qui surveillera quotidiennement les aspects de santé et sécurité relatifs aux travaux.
- .2 Le représentant en santé et sécurité du chantier peut être le Contremaître ou une autre personne désignée par l'Entrepreneur, et aura la responsabilité et l'autorité de faire ce qui suit.
 - .1 Mettre en oeuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et sécurité au travail.
 - .2 Suivre de près et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'Entrepreneur.
 - .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé.
 - .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès à l'emplacement a été autorisé sont compétentes et bien formées en santé et sécurité relativement à leurs activités à cet emplacement, ou qu'elles sont escortées par une personne compétente lorsqu'elles sont sur le chantier.
 - .5 Interrompre les travaux si des motifs de santé et sécurité l'exigent.
- .3 Le représentant en santé et sécurité du chantier doit présenter les qualités suivantes.
 - .1 Etre qualifié et compétent en santé et sécurité au travail.
 - .2 Posséder une expérience pratique sur un chantier où ont été menées des activités liées aux travaux.
 - .3 Etre sur le chantier en permanence durant l'exécution des travaux.
- .4 Tout le personnel de surveillance affecté au chantier doit être compétent.
- .5 Inspections
 - .1 Effectuer des inspections périodiques de la sécurité sur le chantier sur une base au moins bihebdomadaire. Consigner les déficiences et les mesures correctives prises.

1.14 FORMATION

- .1 Sur le chantier, employer seulement des travailleurs qualifiés, qui ont été bien formés en procédures et pratiques de santé et sécurité au travail pertinentes aux tâches qui leur sont assignées.
- .2 Tenir les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre ces données à la disposition du Représentant du Ministère, sur demande.
- .3 En présence de conditions ou de risques particuliers ou imprévus pouvant compromettre la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.15 REGLES DE
SÉCURITÉ DE BASE
PROPRES AU SITE

- .1 Malgré l'obligation de l'Entrepreneur de se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial sur la santé et la sécurité, s'assurer que les règles de sécurité minimales suivantes sont respectées par les personnes ayant accès au chantier.
 - .1 Porter l'ÉPI approprié pour les travaux ou tâches assignées, c'est-à-dire au moins un casque, des bottes ou chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection pour les oreilles.
 - .2 Signaler sans délai toute condition non sécuritaire sur le chantier, quasi-accident, blessure et dommage survenu.
 - .3 Garder le chantier et les aires d'entreposage propres et exempts de facteurs de risques de blessures.
 - .4 Respecter les mises en garde des panneaux d'avertissement et des étiquettes de sécurité.
- .2 Informer les personnes des mesures disciplinaires à prendre en cas de non-respect. Afficher ces règles sur le chantier.

1.16 CORRECTIFS EN .1
CAS DE
NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger les situations de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux, si la situation de non-conformité n'est pas réglée rapidement.

1.17 DÉCLARATION .1
D'INCIDENTS

- .1 Enquêter sur les incidents suivants, et en faire rapport au Représentant du Ministère.
 - .1 Incidents qui nécessitent d'être signalés au ministère provincial de santé et sécurité au travail, à la commission des accidents du travail ou à un autre organisme de réglementation.
 - .2 Blessures nécessitant des soins médicaux.
 - .3 Dommages matériels s'élevant à plus de 10 000,00 \$.
 - .4 Interruptions aux activités de l'installation entraînant une perte dépassant 5000,00 \$ pour un ministère fédéral.
- .2 Soumettre un rapport écrit.

1.18 MATIERES .1
DANGEREUSES

- .1 Se conformer aux exigences du SIMDUT.
- .2 Conserver les FS de tous les produits qui sont livrés sur le chantier.
 - .1 Les afficher sur le chantier.
 - .2 Remettre une copie au Représentant du Ministère.

1.19 DYNAMITAGE .1

- .1 L'abattage par explosifs ou l'utilisation d'autres explosifs n'est pas permis sur le chantier sans l'autorisation et les consignes préalables écrites du représentant du Ministère.

1.20 DISPOSITIFS A .1 Utiliser des outils de fixation à cartouches
CARTOUCHES seulement après avoir obtenu une permission
EXPLOSIVES écrite du Représentant du Ministère à cet
effet.

1.21 ESPACES CLOS .1 Exécuter les travaux dans les espaces clos en
respectant les règlements de santé et sécurité
au travail.

1.22 DOSSIERS SUR .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de la
LE CHANTIER documentation sur la sécurité et des rapports
à produire conformément aux lois et règlements
des autorités compétentes, et un exemplaire
des documents prescrits dans le présent devis.

.2 Sur demande, mettre ces documents à la
disposition du Représentant du Ministère ou de
l'agent de sécurité autorisé, pour qu'ils
puissent les examiner.

1.23 AFFICHAGE DES .1 S'assurer que les documents, les articles,
DOCUMENTS les ordonnances et les avis pertinents sont
affichés, bien en vue, sur le chantier,
conformément aux lois et aux règlements de la
province compétente.

.2 Afficher les autres documents prescrits dans
le présent devis, y compris les suivants.
.1 Le plan de santé et de sécurité
particulier au chantier.
.2 Les FS du SIMDUT.

1 RÉFÉRENCES

- .1 SIMDUT : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, Santé Canada.
- .2 Loi sur le transport des marchandises dangereuses, Transports Canada, date de mise à jour 2008-02-21.
- .3 Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêches canadiennes, Pêches et Océans Canada, 1998.
- .4 LCOM : Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, Environnement Canada, 1994.
- .5 Règlements de la Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada.
- .6 Loi sur la marine marchande du Canada, Transports Canada, 2001.
- .7 AWWPA: American Wood Preserver Association.

2 DÉFINITIONS

- .1 Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui est une marchandise ou une matière dangereuse susceptible d'avoir des répercussions nuisibles sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Terre humide : terrain où la nappe phréatique est à proximité ou au-dessus de la surface, ou qui est saturé d'eau assez longtemps pour créer des conditions comme des sols modifiés par l'eau et une végétation hydrophile. Les terres humides comprennent les tourbières et les terres humides minérales ou zones de sols minéraux qui subissent l'influence d'un excès d'eau mais qui produisent peu de tourbe ou pas du tout.
- .3 Cours d'eau : désigne le lit et la rive d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'une crique, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire

2 DÉFINITIONS (Suite)

- .3 Cours d'eau : (Suite)
ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau
au cours d'au moins une partie de l'année.
- .4 Espèces exotiques : désigne des espèces ou
sous-espèces introduites à l'extérieur de leur
distribution normale, et dont l'établissement
et la prolifération expose des écosystèmes,
habitats ou des espèces locaux à des risques
de dommages économiques ou environnementaux.
- .5 Zone tampon : zone de terres recouvertes de
végétation qui protège les cours d'eau contre
l'exploitation de terres adjacentes. Ce terme
se rapporte aux terres adjacentes aux cours
d'eau comme les ruisseaux, les rivières, les
fleuves, les lacs, les étangs, les océans et
les terres humides, y compris les plaines
inondables et les terres en voie de conversion
entre les cours d'eau et des zones de terres
plus arides.

3 TRANSPORT

- .1 Transporter des marchandises et des déchets
dangereux conformément aux exigences de la Loi
sur le transport des marchandises dangereuses.
- .2 Ne pas surcharger les camions lors du
transport de substances. Protéger le
chargement contre tout risque de déversement.
- .3 Garder les camions propres et exempts de
boue, de poussière et d'autres matières
étrangères.
- .4 Éviter toute possibilité de déversement du
chargement et de toute matière étrangère sur
les autoroutes, les routes et les routes
d'accès destinées à des travaux. Faire très
attention lors du transport de remblais de
dragage et d'autres matières dangereuses.
Nettoyer immédiatement tout déversement et
tout sol contaminé.
- .5 Avant le début des travaux, aviser le
Représentant du Ministère à propos de routes

- | | | | |
|---|--|----|---|
| 3 | <u>TRANSPORT
(Suite)</u> | .5 | (Suite)
existantes et des routes temporaires devant servir pour accéder aux secteurs des travaux et pour transporter des matériaux au chantier et hors du chantier, y compris les routes menant au champ d'élimination des remblais de dragage. |
| 4 | <u>MANIPULATION DES
MATIERES
DANGEREUSES</u> | .1 | Manipuler et stocker les matières dangereuses sur place conformément aux procédures et exigences énoncées dans le SIMDUT. |
| | | .2 | Stocker tous les liquides dangereux à un endroit et d'une manière qui empêchent leur déversement dans l'environnement. |
| | | .3 | Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses gardées sur les lieux. Énumérer le produit, sa quantité et la date de son stockage. |
| | | .4 | Garder les fiches signalétiques du SIMDUT sur place pour tous les articles pertinents. |
| 5 | <u>PÉTROLE, HUILES
ET LUBRIFIANTS</u> | .1 | Se conformer aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour le stockage sur place de carburant et de produits pétroliers. |
| | | .2 | Ne placer aucun réservoir de carburant et ne stocker aucun carburant ou autre produit pétrolier à une distance de moins de 30 mètres d'une zone tampon de cours d'eau et de terres humides. Ne ravitailler ni huiler de la machinerie à moins de 30 mètres de cette zone tampon. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère pour désigner un emplacement acceptable sur les lieux aux fins de stockage de carburant ou de ravitaillement de matériel. |
| | | .3 | Ne jeter aucun produit pétrolier ni toute autre substance toxique sur le sol ou dans l'eau. |

5 PÉTROLE, HUILES
ET LUBRIFIANTS
(Suite)

- .4 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter des déversements et contaminer ainsi le sol et l'eau (de surface ou souterraine) lors de la manipulation sur place de produits pétroliers et lors du ravitaillement de véhicules et de matériel.
- .5 Garder sur les lieux le matériel d'intervention approprié en cas de déversement, consistant en au moins un nécessaire d'intervention en cas de déversement sureballé de 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage de déversements.
- .6 Garder les véhicules et le matériel en bon état afin d'empêcher toute fuite sur les lieux.
- .7 En cas de déversement de pétrole, aviser immédiatement le Représentant du Ministère et la Garde côtière canadienne (GCC) au numéro 1-800-565-1633 (ligne d'appel 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et à toutes les procédures stipulés par l'autorité compétente.

6 ÉLIMINATION DES
DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les rebuts, les résidus de démolition et les déchets sur place.
- .2 Éliminer et recycler les résidus de démolition et les déchets vers une installation de traitement des déchets.
- .3 Ne pas jeter les matières dangereuses, les substances volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits pétroliers dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou sanitaires et dans des sites d'enfouissement.
- .4 Éliminer les déchets dangereux conformément aux lois, règlements, codes et lignes

- 6 ÉLIMINATION DES DÉCHETS (Suite) .4 (Suite)
directrices fédérales et provinciales
pertinents.
- .5 Déchets de béton :
- .1 Ne pas éliminer de résidus ou de rejets de béton sur place.
 - .2 Nettoyer immédiatement tout déversement accidentel de béton sur les lieux avant que ce dernier ne se solidifie.
 - .3 Ne pas laver ou nettoyer sur place des véhicules de transport de béton.
 - .4 Décharger les matières résiduelles et nettoyer les camions uniquement à l'usine de béton. Respecter les règlements sur l'environnement et les bonnes pratiques en la matière qui sont approuvées par le ministère de l'Environnement provincial et par les autres autorités compétentes.
- 7 QUALITÉ DE L'EAU .1 Exécuter les travaux d'excavation d'un cours d'eau ou d'une terre humide de façon à limiter la turbidité et à réduire la quantité de sédiments en suspension dans l'eau à un minimum absolu, et ce, en tout temps.
- .1 Maintenir la vitesse et l'élan d'excavation appropriés du matériel d'excavation. Effectuer au besoin des ajustements approuvés par le Représentant du Ministère.
 - .2 Mettre en position stratégique le matériel d'excavation et les véhicules de transport de façon à éviter, dans toute la mesure du possible, les balancements au-dessus de l'eau.
- .2 Dans les cas où les travaux pourraient altérer la qualité de l'eau adjacente aux canalisations de prise d'eau utilisées par les installations de retenue de homard, de traitement du poisson et d'autres exploitants de ports, établir le calendrier des travaux en coopération avec l'administration portuaire, selon les directives du Représentant du Ministère, afin de réduire au minimum les ingérences et les effets sur les exploitants du port.

- 7 QUALITÉ DE L'EAU .3
(Suite)
- Surveiller visuellement la turbidité de l'eau des zones avoisinantes adjacentes aux lieux des travaux et jusqu'à la limite de dragage établie de 200 mètres.
- .1 Si la turbidité de l'eau change de manière excessive au-delà de la limite de dragage par rapport aux conditions existantes des nappes d'eau avoisinantes, comme par exemple un net changement de couleur, aviser le Représentant du Ministère pour obtenir les mesures appropriées à suivre pour atténuer les effets de la situation.
- .4 Qualité de l'eau lors de dragage par aspiration :
- .1 Réduire au minimum les points de rejet des matériaux de dragage au lieu d'élimination en plaçant l'embout du tuyau à la surface de l'eau ou près de ce point.
- .2 Limiter la circulation des navires à la zone adjacente au lieu d'élimination à un niveau minimum absolu pour que les matériaux de dragage ne soient pas remis en suspension par l'effet du sillage des hélices.
- .5 Contamination de l'eau par le bois traité par préservatif :
- .1 On doit laisser sécher le bois d'oeuvre ou de charpente traité, à l'usine ou sur place, pendant au moins 30 jours suivant la date de l'application du traitement avant qu'il soit posé à des endroits où il touchera à de l'eau.
- .2 Ne pas couper de bois traité au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une terre humide.
- .3 Ne pas appliquer de produits préservatifs liquides au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une terre humide.
- .4 Le bois traité à l'arséniate de cuivre chromaté (ACC) ou à l'arséniate de zinc et de cuivre ammoniacé (AZCA) doit être approuvé par la CSA ou l'AWPA.
- .5 Ne pas utiliser le bois d'oeuvre ou de charpente traité à la créosote, au pétrole et au pentachlorophénol pour aucune partie des travaux.
- .6 Ne rincer le matériel qu'à une distance tampon d'au moins 30 mètre d'une terre humide, d'un cours d'eau ou de toute zone écosensible.

8 RESTRICTIONS
SOCIOÉCONOMIQUES

- .1 Respecter les règlements provinciaux et municipaux concernant toute restriction sur les travaux effectués la nuit et sur l'éclairage artificiel des lieux. Obtenir les permis pertinents.
- .2 Placer les projecteurs dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes.
- .3 Munir le matériel et les machines de silencieux conçus à cette fin afin de réduire le bruit sur place au niveau le plus faible possible. Maintenir ces silencieux en bon état de marche en tout temps.

9 OISEAUX ET LEUR
HABITAT

- .1 Se familiariser avec la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et la faire respecter en ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, leurs oeufs, leurs nids et leurs petits découverts sur les lieux et dans les environs.
- .2 Déranger le moins possible tous les oiseaux sur place et dans les environs pendant toute la durée des travaux.
- .3 Ne pas s'approcher des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagines et d'oiseaux de rivage lors de l'arrimage de matériel, de l'accès aux quais et du transport de fournitures.
- .4 Lors de travaux de nuit, placer les projecteurs dans la direction opposée des habitats de nids d'oiseaux.
- .5 Ne pas utiliser les plages, les dunes et autres zones non perturbées naturelles des lieux pour effectuer des travaux à moins que le Représentant du Ministère n'ait donné son approbation pour ces travaux particuliers.
- .6 Si des nids d'oiseaux sont découverts dans les terres humides lors des travaux, aviser

9 OISEAUX ET LEUR .6
HABITAT
(Suite)

- (Suite)
immédiatement le Représentant du Ministère pour obtenir les directives à suivre.
- .1 Ne pas déranger les nids et la végétation environnante jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .2 Réduire au minimum les travaux à proximité immédiate de telles zones jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .3 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service canadien de la faune.

10 POISSONS ET LEUR .1
HABITAT

- Prendre bien conscience du risque de contamination de l'habitat des poissons sur les lieux résultant de l'introduction d'espèces exotiques dans l'eau.
- .2 Afin de réduire au minimum la possibilité de contamination d'habitats de poissons, il faut laver et nettoyer tout le matériel de construction qui sera immergé dans l'eau d'un cours d'eau, ou pourrait entrer en contact avec de telles eaux au cours des travaux, afin de s'assurer qu'il est exempt de salissures marines et d'espèces exotiques.
 - .1 Le matériel doit comprendre les embarcations, les chalands, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les tuyaux et tous les autres outils et équipements divers qui ont précédemment servi dans un environnement marin.
 - .3 Le lavage et le nettoyage du matériel doivent avoir lieu immédiatement à leur arrivée sur les lieux et avant leur utilisation au-dessus d'un plan d'eau ou dans celui-ci.
 - .4 Effectuer les opérations de lavage et de nettoyage comme suit :
 - .1 Gratter et enlever toute accumulation importante de boue et l'éliminer de manière appropriée.
 - .2 Rincer toutes les surfaces du matériel à l'aide d'eau douce pressurisée.
 - .3 Tout de suite après, appliquer par forte pulvérisation une couche de vinaigre pur ou d'un autre agent de nettoyage respectueux de l'environnement afin d'éliminer entièrement

10 POISSONS ET LEUR .4
HABITAT
(Suite)

(Suite)
.3 (Suite)
toute trace de matière végétale, animale ou
sédimentaire.
.4 Rechercher et éliminer toute matière
végétale, animale ou sédimentaire de tous les
bouchains et les filtres.
.5 Vidanger l'eau stagnante du matériel et
le faire sécher complètement avant de
l'utiliser.
.6 Lors de l'extraction du matériel de
l'eau, vidanger l'eau stagnante du matériel et
le faire sécher complètement avant de le
retirer des lieux.

- .5 N'effectuer aucune opération de nettoyage ou
de rinçage dans une zone tampon de 30 mètres
d'une terre humide, d'un cours d'eau ou d'une
autre zone écosensible.
- .6 Dossier du registre d'assurance :
.1 Tenir à jour un registre permanent des
utilisations et nettoyages passés et présents
de tout le matériel pour illustrer les mesures
d'atténuation prises contre la contaminations
d'habitats de poissons par des espèces
exotiques.
.2 Consigner les renseignements dans un
registre à couverture rigide.
.3 Inclure les renseignements suivants :
.1 date et lieu de l'utilisation
précédente du matériel dans un cours
d'eau ou une terre humide;
.2 type de travaux exécutés;
.3 dates de rinçage de chaque pièce
d'équipement;
.4 Méthode de nettoyage et agents
utilisés.
- .7 Tenir à jour le registre d'assurance de
qualité d'un projet à l'autre. Sur demande,
remettre le registre au Représentant du
Ministère aux fins d'examen.
- .8 Respecter les exigences et les
recommandations du ministère de
l'Environnement fédéral et de la Direction de
la protection de l'habitat et du développement
durable de Pêches et Océans Canada quant au
nettoyage et au rinçage du matériel.

- 11 QUALITÉ DE L'AIR .1 Maintenir au minimum absolu la poussière en suspension dans l'air et les saletés résultants des travaux.
- .2 Prendre les mesures de lutte contre les poussières pour les routes, les stationnements et les zones de travail.
- .3 Arroser les surfaces avec de l'eau ou d'autres produits respectueux de l'environnement. Utiliser du matériel et des machines spécialement prévus à cet effet et appliquer la substance en quantité et selon une fréquence suffisantes pour assurer un contrôle efficace et constant de la poussière pendant toute la durée des travaux.
- .4 N'utiliser aucune huile ni tout autre produit à base de pétrole pour le contrôle de la poussière.
- 12 FEUX .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des déchets sur place.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Description des travaux
- .1 La présente section contient les prescriptions relatives à l'enlèvement, dans les zones indiquées, de matériaux immergés de classe B ainsi qu'au déversement des matériaux extraits aux endroits indiqués
 - .2 La profondeur de dragage se situe approximativement à 2 mètres sous le zéro des cartes et la zone de déversement est peu profonde (habituellement entre 0/1 m et 3 m) et se trouve à environ de 250 - 450 mètres de la zone de dragage.
- 1.2 Sections connexes
- .1 Section 01 35 43 - Protection de l'environnement
 - .2 Section 01 35 30 - Santé et sécurité
- 1.3 Mesurage aux fins de paiement
- .1 Seuls les matériaux extraits au-dessus du niveau de profondeur spécifié et en deçà des pentes latérales indiquées seront mesurés.
 - .2 **Mobilisation et démobilité :** Les coûts du transport aller-retour du matériel de dragage et des bateaux de servitude feront l'objet d'un paiement forfaitaire portant sur l'ensemble des travaux. Le montant exigible à cet égard sera calculé chaque fois qu'une commande sera transmise en vertu d'une offre permanente, quel que soit le mode de mesurage utilisé pour les travaux de dragage. La moitié de la somme allouée pour le transport aller-retour du matériel de dragage sera payable au début des travaux, et le reste, à la fin du projet.
 - .1 Les déplacements du matériel en vue de faciliter la circulation des navires de pêche dans le chenal sont compris dans l'ensemble des travaux et ne seront pas mesurés.
 - .2 Il n'y aura aucun paiement pour le transport aller-retour si la drague et les

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.3 Mesurage aux fins de paiement
(Suite)
- .2 Mobilisation et démobilitation :(Suite)
.2 (Suite)
autres matériels n'ont pas été déplacés du site entre les demandes de services.
.3 Toute mesure visant à empêcher le transport éventuel d'espèces envahissantes d'un port à l'autre sera comprise dans le coût de la démobilitation. Se reporter à la section 01 35 44 - Protection de l'environnement.
.4 Même si le dragage nécessite plusieurs morceaux d'équipements pour compléter les travaux, un seul paiement de mobilisation s'applique.
- .3 **Dragage (base journalière)** : Le mesurage sur une base journalière s'établit comme suit:
.1 Travaux de dragage mesurés par période de 10 heures de dragage effectif au niveau de profondeur spécifié et dans les limites indiquées. Les travaux de dragage ainsi mesurés englobent la fourniture du matériel, de l'équipement et de la main-d'œuvre nécessaires.
.2 Toute demande de dragage portera sur un minimum d'une journée.
.3 Le matériel de dragage est classé en fonction des taux moyens estimatifs de production.
.4 L'Entrepreneur peut mettre en œuvre la combinaison de matériels de son choix pour atteindre le taux de production exigé.
.5 Le taux de production vont être mesuré à chaque jour par le Représentant du Ministère.
- .4 Chaque coin du site de déversement doivent être identifié par des bouées avant le commencement du dragage et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.
- .5 La rémunération du matériel de dragage utilisé pour l'enlèvement des encombrements sera négociée au préalable et autorisée par écrit par le Représentant du Ministère.
- .6 Toutes les activités rattachées à la mise en place du matériel de dragage sont comprises dans l'ensemble des travaux et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.3 Mesurage aux
fins de paiement
(Suite)

- .7 Le navire hydrographique, le matériel et l'équipage de l'Entrepreneur de même que les services des équipes de plongeurs ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.
- .8 Le paiement comprendra l'évacuation des déblais au site de déversement en mer ou au lieu d'élimination en site propre.
- .9 Aucun paiement supplémentaire ne sera effectué à la suite de délais attribuables aux activités en cours durant les saisons de pêche, au mauvais temps ou à l'interdiction de procéder aux travaux de dragage.
- .10 Aucun paiement supplémentaire ne sera effectué à la suite de retards occasionnés par la navigation maritime ou une panne.
- .11 L'enlèvement des matériaux charriés dans la zone de dragage ne sera pas mesuré aux fins de paiement.
- .12 Aucun paiement supplémentaire ne sera effectué pour compenser les ralentissements des travaux occasionnés par l'accumulation d'algues et/ou de varech.
- .13 Aucun paiement supplémentaire n'est prévu au titre des droits de mouillage que l'Entrepreneur peut avoir acquittés.

1.4 Définitions

- .1 Dragage : enlèvement de matériaux immergés, y compris le transport et l'évacuation des matériaux extraits.
- .2 Matériaux de classe A : roc devant être brisé par forage ou dynamitage et blocs rocheux et fragments de roche de 1,5 mètre cube et plus.
- .3 Matériaux de classe B: roche détachés ou roche schisteuse, limon, sable, sable mouvant, vase, gravier, gravier côtier, argile, gumbo, débris, couches de matériaux dur, et blocs rocheux, de moins 1,5 mètre cube.
- .4 Encombrements : matériaux non compris dans la classe A et ayant un volume unitaire d'au moins 1,5 mètre cube.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.4 Définitions
(Suite)

.4 Encombrements :(Suite)

- .5 MCMP : mètres cubes mesurés en place.
- .6 MCPH : mètres carrés projection horizontale, soit la superficie exprimée en mètres carrés selon une projection horizontale.
- .7 Débris : morceaux de bois, fils et câbles métalliques, ferraille, fragments de béton et autres déchets.
- .8 Niveau de profondeur : plan au-dessus duquel tous les matériaux doivent être enlevés.
- .9 Quantité estimative
 - .1 Volume calculé de matériaux au-dessus de la profondeur de dragage et entre les pentes latérales, à moins d'indication contraire.
 - .2 Matériaux à enlever calculés en mètres carrés de superficie horizontale au-dessus de la profondeur de dragage et entre les limites de la zone de dragage, à l'exclusion des pentes latérales.
- .10 Pente latérale : surface ou plan incliné par rapport au niveau du fond marin, situé à la limite latérale de la zone draguée et coupant le niveau initial du fond à l'extérieur de cette limite latérale; cette pente est exprimée par le rapport entre les dimensions horizontale et verticale.
- .11 Zéro des cartes : niveau de référence défini de façon permanente et à partir duquel les sondages ou la hauteur des marées sont établis; habituellement, le niveau de référence sera le niveau de basse mer.
- .12 Système de coordonnées
 - .1 Projection MTU : projection de Mercator Transverse Universel.
- .13 Minimum de sondage: plus faible profondeur enregistrées à l'intérieur d'un bloc de matrice. Les sondages peuvent donner des profondeurs moindres que la profondeur réelle vu la variabilité de la hauteur des vagues.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.4 Définitions (Suite)

- .14 Bloc de matrice : chaque zone de dragage est représentée telle un certain nombre de blocs de 1,2 m x 3,0 m de longueur. Selon l'emplacement des sondages, chacun des blocs pourra contenir entre 1 et plusieurs sondages.
- .15 Plan des Sondage "minimum": plan de hydrographiques dans

lesquels le sondage "minimum" Sounding est tracée pour chaque bloc de matrice.
- .16 Sondages "moyenne": La profondeur moyenne de tous les sondages enregistrées dans un bloc de matrice.
- .17 Plan sondage "moyenne": plan de levés hydrographiques dans lesquels moyenne de sondage est tracée pour chaque bloc de la matrice.
- .18 Niveau de basse mer : niveau de référence en dessous duquel la marée ne descend que très rarement.
- .19 Secteur vérifié : secteur effectivement dragué de façon satisfaisante, conformément aux indications des plans et devis.

1.5 Documents et échantillons à soumettre

- .1 L'Entrepreneur remplira l'annexe 'C' énumérant tout le matériel et les équipements qu'il se propose d'utiliser pour exécuter les travaux faisant l'objet de l'offre permanente, et la transmettra avec sa soumission. Avant d'attribuer le contrat à l'Entrepreneur, le Représentant du Ministère vérifiera sa capacité d'exécuter les travaux prescrits.
- .2 L'Entrepreneur doit soumettre à le Représentant du Ministère , dans les deux (2) jours suivant la transmission de la demande de dragage, un calendrier des travaux indiquant le début et la fin de chaque segment des travaux, jusqu'au parachèvement de ces derniers.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|---|
| 1.5 Documents et
échantillons à
soumettre
<u>(Suite)</u> | .3 | L'Entrepreneur doit soumettre à le Représentant du Ministère , dans les deux (2) jours suivant la transmission de la demande de dragage, un Plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier, sur lequel doivent figurer le nom et les numéros de téléphone d'urgence des personnes à contacter auprès de l'autorité portuaire, des propriétaires (Parcs Canada) et des exploitants des ouvrages de prise d'eau. |
| | .4 | Pour les travaux patés sur une base journalière, l'Entrepreneur doit soumettre avant le début des travaux un croquis représentant l'état actuel du chenal au moyen de sondages ramenés au zéro des cartes et reportés sur un quadrillage de 15 m sur 15 m approximativement. |
| | .5 | Pour les travaux payés sur une base journalière, l'Entrepreneur doit soumettre au terme des travaux un registre journalier des activités reliées au dragage, y compris un croquis représentant l'état des lieux après dragage ou les secteurs vérifiés, au moyen de sondages ramenés au zéro des cartes et reportés sur un quadrillage de 15 m sur 15 m approximativement. |
| 1.6 Exigences des
organismes de
réglementation | .1 | Le matériel flottant doit être balisé au moyen de feux de signalisation, conformément au Règlement sur les abordages. |
| 1.7 Gestion des
déchets | .1 | Les métaux, le bois et tout autre matériau recyclable extraits en cours de dragage doivent être acheminés vers des installations de recyclage appropriées. |
| 1.8 Entrave à
la navigation | .1 | Se tenir au courant des déplacements des navires et des activités de pêche dans les zones touchées par les travaux de dragage. Planifier et exécuter les travaux de manière à ne pas entraver les activités de pêche, y |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.8 Entrave à
la navigation
(Suite)

- .1 (Suite)
compris les activités portuaires et les
travaux de construction, et à ne pas bloquer
l'accès aux quais par voie terrestre ou
maritime.
- .2 Le Représentant du Ministère ne peut être
tenu responsable des pertes de temps, de
matériel ou d'équipement ou de tout autre
frais occasionné par des navires au mouillage
dans le port ou encore par d'autres travaux
effectués par l'Entrepreneur.
- .3 Tenir le gestionnaire de district, la Garde
côtière canadienne, Pêches et Océans Canada,
au courant des activités de dragage de sorte
que les Avis aux navigateurs puissent être
émis en temps utile.
- .4 Obtenir tous les renseignements nécessaires
concernant les activités de pêche dans la
région. Lorsque de l'équipement de pêche est
installé à proximité de la zone des travaux,
délimiter clairement les zones de dragage et
les zones de déversement des matériaux
extraits ainsi que les routes d'accès à ces
différentes zones à l'aide de bouées
d'avertissement conformes à la norme
TP968-1984 de la Garde côtière. Toutes les
bouées doivent être de couleur jaune CGSB
505-108. Tous les frais associés à la
fourniture, à l'installation et à l'enlèvement
des aides à la navigation temporaires sont à
la charge de l'Entrepreneur.
- .5 Effectuer les travaux sans quitter les zones
délimitées par les bouées afin de s'assurer
qu'aucun dommage n'est causé à l'équipement de
pêche et que les entraves aux activités de
pêche sont réduites au minimum.
- .6 Assumer la responsabilité des dommages causés
à l'équipement de pêche à l'extérieur des
zones délimitées par les bouées, c'est-à-dire

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|--|
| 1.8 Entrave à
la navigation
(Suite) | .6 | (Suite)
les éventuels frais de réparation ou de
remplacement ainsi que les pertes financières
attribuables au manque à pêcher. |
| 1.9 Zéro des cartes,
échelles d'étiage
et amer | .1 | Toutes les indications de profondeur sont
exprimées en mètres par rapport au zéro des
cartes dans le présent devis et les dessins
contractuels correspondants. |
| | .2 | Les zones à draguer doivent être repérées par
rapport à des points-repères verticaux pour
chaque site de dragage, selon les indications. |
| 1.10 Matériel
flottant | .1 | Les dragues ou autres matériels flottants qui
seront utilisés pour l'exécution des travaux
doivent, être immatriculés au Canada, ou,
avoir été fabriqués au Canada. Dans le cas des
dragues ou autres matériels flottants non
fabriqués au Canada, le soumissionnaire doit
se faire délivrer, par Industrie Canada,
Direction de la marine, un certificat
d'évaluation et le joindre aux fiches
techniques des matériels. |
| | .2 | Les demandes de certificat d'évaluation
présentées sur le type de formulaire joint en
annexe doivent être envoyées au Directeur
principal, Direction de la marine, Direction
générale de l'énergie et de la marine,
Industrie Canada, 235, rue Queen, Ottawa,
Ontario, K1A 0H5, au moins 14 jours avant la
date de clôture des appels d'offres. |
| | .3 | Il appartient à l'Entrepreneur de déterminer
quels matériels il doit mettre en œuvre pour
effectuer le dragage prescrit. Les matériaux à
extraire sont décrits au paragraphe 1.1 de la
présente section. |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.11 Inspection du chantier .1 Avant de faire parvenir sa soumission, l'Entrepreneur doit visiter tous les emplacements en vue de se familiariser avec l'étendue et la nature des travaux à exécuter et avec les conditions existantes qui pourraient influencer sur la réalisation des travaux.
- 1.12 Caractéristiques locales .1 Se renseigner sur les possibilités de mauvais temps et de mer forte dans la région des travaux.
- 1.13 Exigences relatives aux levés hydrographiques .1 L'Entrepreneur doit fournir un navire hydrographique, du matériel et l'équipage requis, et en assumer les coûts, pour bien repérer les limites de la zone de dragage, pour en assurer la surveillance et pour effectuer des sondages immédiatement après l'achèvement des travaux afin de vérifier si la profondeur prescrite a été obtenue.
- .2 L'Entrepreneur doit fournir, à ses frais, un appareil GPS avec différentiel position corrigée, avec une précision de moins de trois (3) mètres.
- 1.14 Levés hydrographiques et réception des travaux .1 Pour les projets où le mesurage aux fins de paiement se fait en mètres cubes mesurés en place, le Représentant du Ministère effectuera un levé avant dragage de toute la zone à draguer le plus tôt possible après l'attribution du contrat. Ce levé sera effectué au moyen de matériel à balayage électronique en mode "moyenne". Le levé de plan à une échelle de restitution de 1:500 en mode "moyenne" permettra de définir l'état actuel du fond marin avant les travaux de dragage.
- .2 Aucune zone ne sera draguée avant l'acceptation, tant par le Représentant du Ministère que par l'Entrepreneur, du levé

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.14 Levés .2
hydrographiques et
réception des travaux
(Suite)

(Suite)
avant dragage effectué dans la zone en
question.

- .3 Le levé après dragage sera effectué par le Représentant du Ministère à l'achèvement des travaux de dragage de toutes les zones indiquées dans le levé avant dragage. Ce levé servira à confirmer ou non que les travaux de dragage ont été exécutés conformément aux prescriptions du devis. Ce levé sera effectué au moyen de matériel à balayage électronique. Le levé de plan à une échelle de restitution de 1:500 en mode «moyenne» permettra de définir les zones nécessitant des travaux supplémentaires pour obtenir la profondeur prescrite en mode «average».
- .4 L'Entrepreneur est tenu de reprendre le dragage dans les zones où le niveau de profondeur spécifié n'a pas été atteint.
- .5 Un levé additionnel sera fait aux frais de le Représentant du Ministère dans les zones qui ne satisfont pas aux critères d'acceptation définis. Tous les autres levés supplémentaires requis en vue de l'acceptation des zones draguées seront effectués par le Représentant du Ministère , aux frais de l'Entrepreneur.
- .6 Lorsque l'Entrepreneur aura terminé les travaux, le Représentant du Ministère procédera à des sondages afin de s'assurer que la profondeur de dragage prescrite a été atteinte. Les travaux ne seront pas considérés comme terminés avant que cette profondeur n'ait été atteinte ou que le Représentant du Ministère ne transmette des directives à cet effet dans le cas d'un mesurage sur une base journalière. Dans le cas d'un mesurage selon cette méthode, l'acceptation des travaux dans la zone draguée peut également être effectuée sur place par un représentant de TPSGC sans recours à un levé électronique. Dans un tel cas, fournir l'aide nécessaire à le Représentant du Ministère lors de la vérification de la profondeur de la zone draguée.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

PARTIE 2 - PRODUITS

- | | | |
|------------------------------------|----|---|
| <u>2.1 Matériel de
dragage</u> | .1 | Il appartient à l'Entrepreneur de déterminer quel matériel il doit utiliser pour effectuer le dragage prescrit et transporter/déverser les déblais aux endroits indiqués. |
|------------------------------------|----|---|

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- | | | |
|---|----|---|
| <u>3.1 Délimitation
des travaux</u> | .1 | Délimiter les zones à draguer en fonction des croquis fournis par le Représentant du Ministère , en tenant compte de la dynamique des barres de sable qui risque d'augmenter ou de diminuer la superficie à draguer par rapport à celle indiquée sur le croquis. L'emplacement de la zone de déversement peut également varier par rapport à l'emplacement prévu (habituellement sur la barre de sable littorale). |
| | .2 | Pour le dragage des passes et chenaux loin de références terrestres, utiliser un système de positionnement mondial (GPS), différentiel corrigé, offrant une précision de l'ordre de 3.0 mètres. Consigner la position des barres d'acier en coordonnées MTU et faire parvenir celles-ci le plus tôt possible à le Représentant du Ministère de TPSGC pour qu'il les vérifie. Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à ce que la précision de l'appareil GPS soit contrôlée tous les trois mois. |
| <u>3.2 Généralités</u> | .1 | Baliser le matériel flottant par des feux de signalisation conformément aux Règles de route internationales, et assurer un service d'écoute à bord du navire hydrographique. |
| | .2 | Mettre en place les bouées, les feux de direction, les repères de marée et les feux de signalisation requis afin de délimiter les zones visées par les travaux et les aires de déversement des déblais; garder ces éléments en bon état. |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

3.2 Généralités
(Suite)

- .3 Jalonner les zones des travaux à partir des points repères et des données de références établies par le Représentant du Ministère et assumer la responsabilité de la précision des travaux par rapport à ces points-repères et données de référence. Fournir et maintenir en bon état de marche les appareils électroniques de radiogoniométrie et de télémétrie, les théodolites laser et tout autre matériel requis pour contrôler la précision du dragage.
- .4 Mettre soigneusement en place et garder en bon état des hydrographes ou des échelles de marée afin de déterminer la profondeur appropriée des travaux de dragage. Placer les échelles de marée ou les hydrographes de façon qu'ils soient en tout temps bien visibles.
- .5 Les pentes latérales doivent accuser un rapport entre les dimensions horizontale et verticale de deux sur un.
- .6 Enlever tous les matériaux qui se trouvent au-dessus du niveau de profondeur prescrit et dans les limites indiquées. Les travaux de dragage des matériaux situés au-dessous de la profondeur spécifiée ou en dehors de la zone de dragage ne sont pas compris dans les présents travaux et ne seront pas mesurés aux fins de paiement.
- .7 Enlever, sans frais pour le Représentant du Ministère, tout haut-fond formé par un amoncellement de matériaux durant l'exécution des travaux.
- .8 Retirer des zones de dragage tous les matériaux charriés à cet endroit, avant l'acceptation de la zone par le Représentant du Ministère.
- .9 Avertir immédiatement le Représentant du Ministère de la découverte de tout objet pouvant être classé comme encombrement. Contourner l'objet après l'avoir clairement balisé puis poursuivre les travaux.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

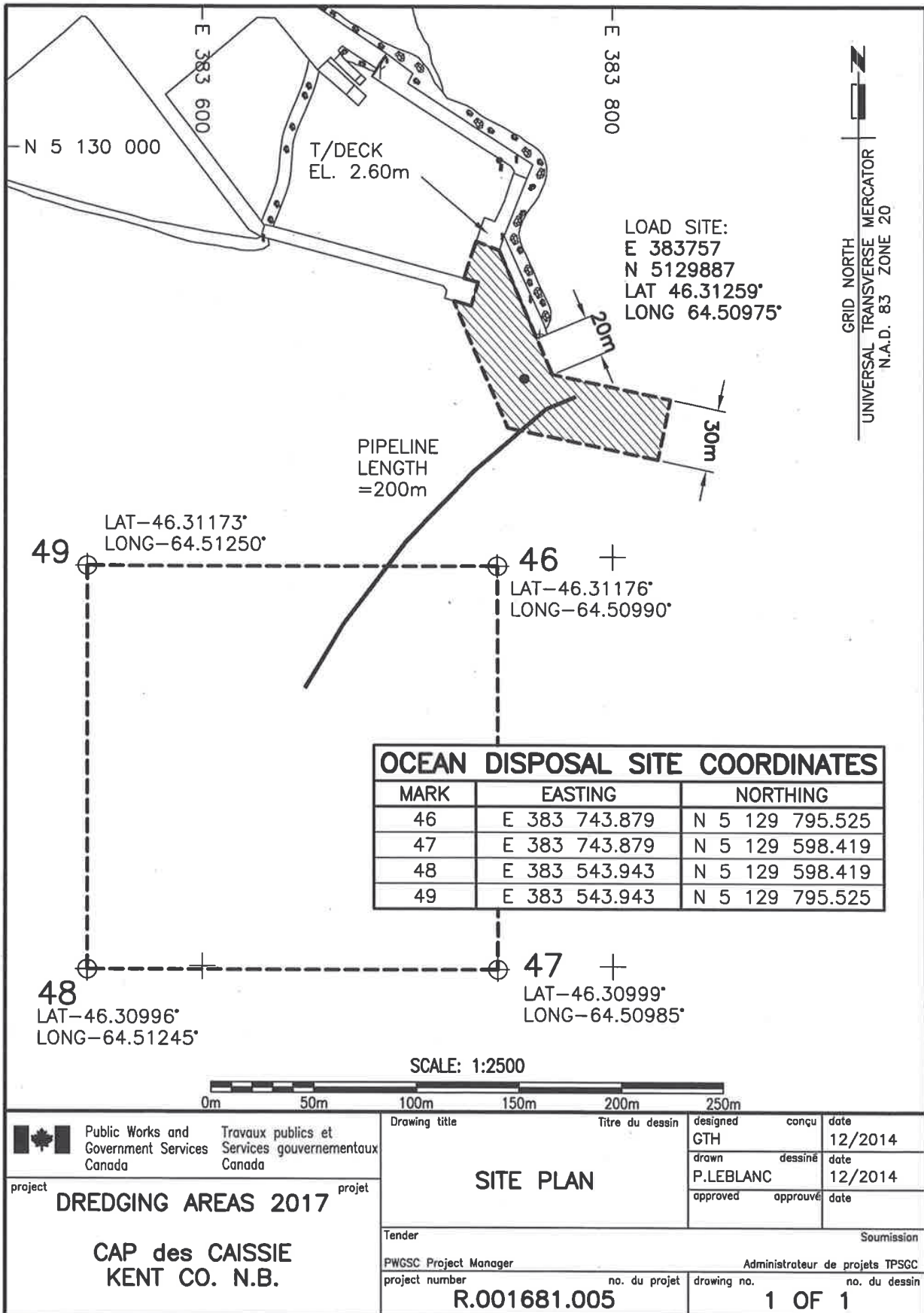
- 3.3 Élimination des déblais de dragage
- .1 Rejeter les matériaux extraits dans les zones de déversement à la satisfaction de le Représentant du Ministère.
 - .2 Délimiter la zone de déversement au moyen de bouées-repères et maintenir une profondeur d'eau minimale de 0,0 mètre sous le zéro des cartes dans la zone de déversement.
 - .3 Le dragage et l'élimination des matériaux extraits devront être assurés conformément aux dispositions des permis délivrés par Environnement Canada en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et des règlements qui en assurent l'application.
 - .4 La zone de déversement peut ne pas correspondre aux coordonnées établies et il faut la situer par rapport aux caractéristiques réelles du site. Les zones de déversement sont généralement situées le long des barres de sable littorales. Leur emplacement doit être établi par sondages et le pipeline doit être déplacé au besoin. Consigner la position établie par GPS du pipeline et la soumettre à le Représentant du Ministère.
- 3.4 Dragage à proximité d'ouvrages existants
- .1 Ne pas draguer à moins d'un mètre de distance d'ouvrages existants, à moins d'autorisation expresse de le Représentant du Ministère.
- 3.5 Reprise du dragage
- .1 Reprendre le dragage dont le Représentant du Ministère s'est déclaré insatisfait et vérifier le niveau de profondeur par de nouveaux sondages, à la satisfaction de ce dernier.
-

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

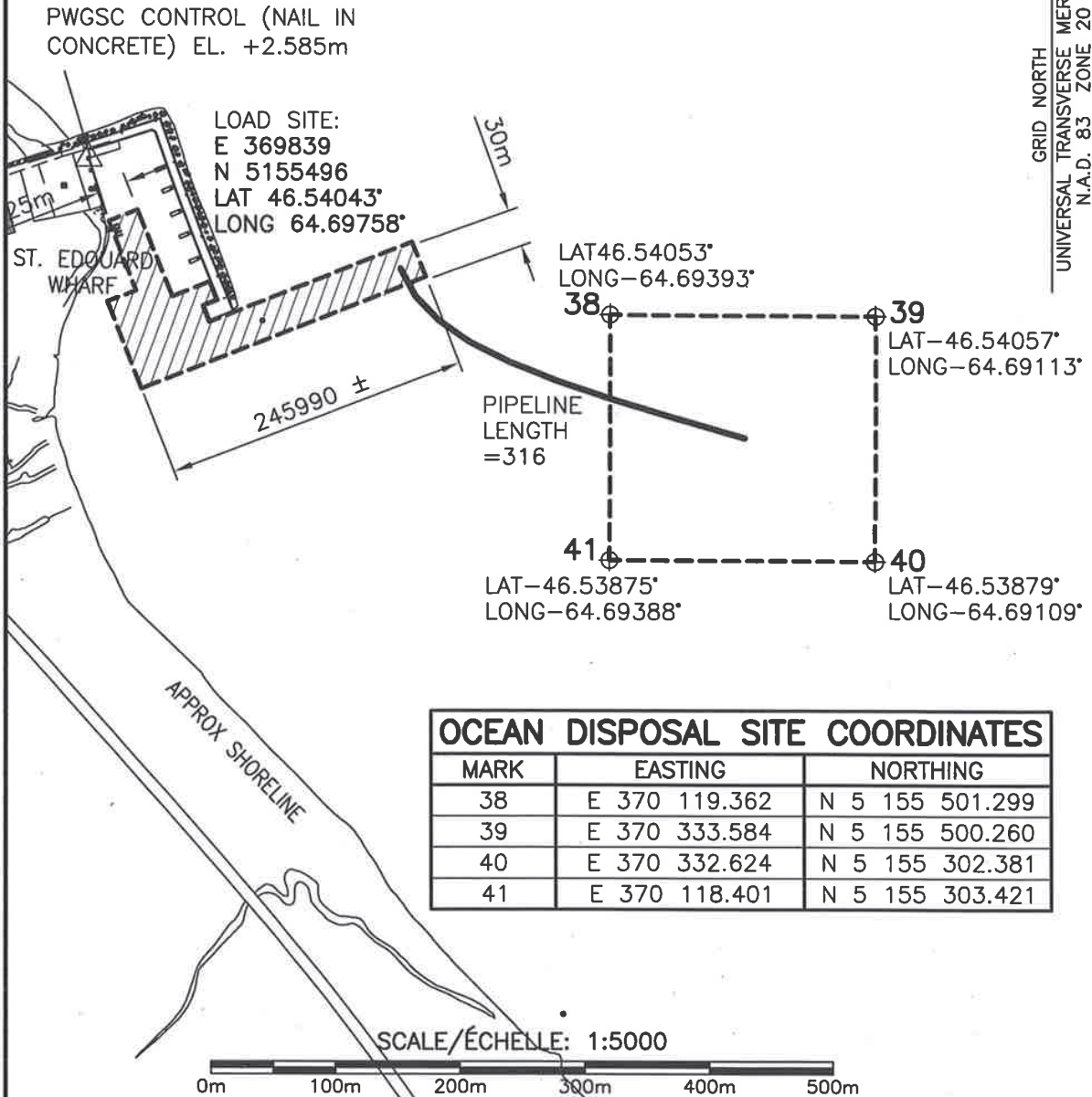
3.6 Aide et
coopération apportées
à le Représenation
du Ministère

.1 Coopérer avec le Représentant du
Ministère lors de l'inspection des travaux et
lui apporter toute l'aide demandée.

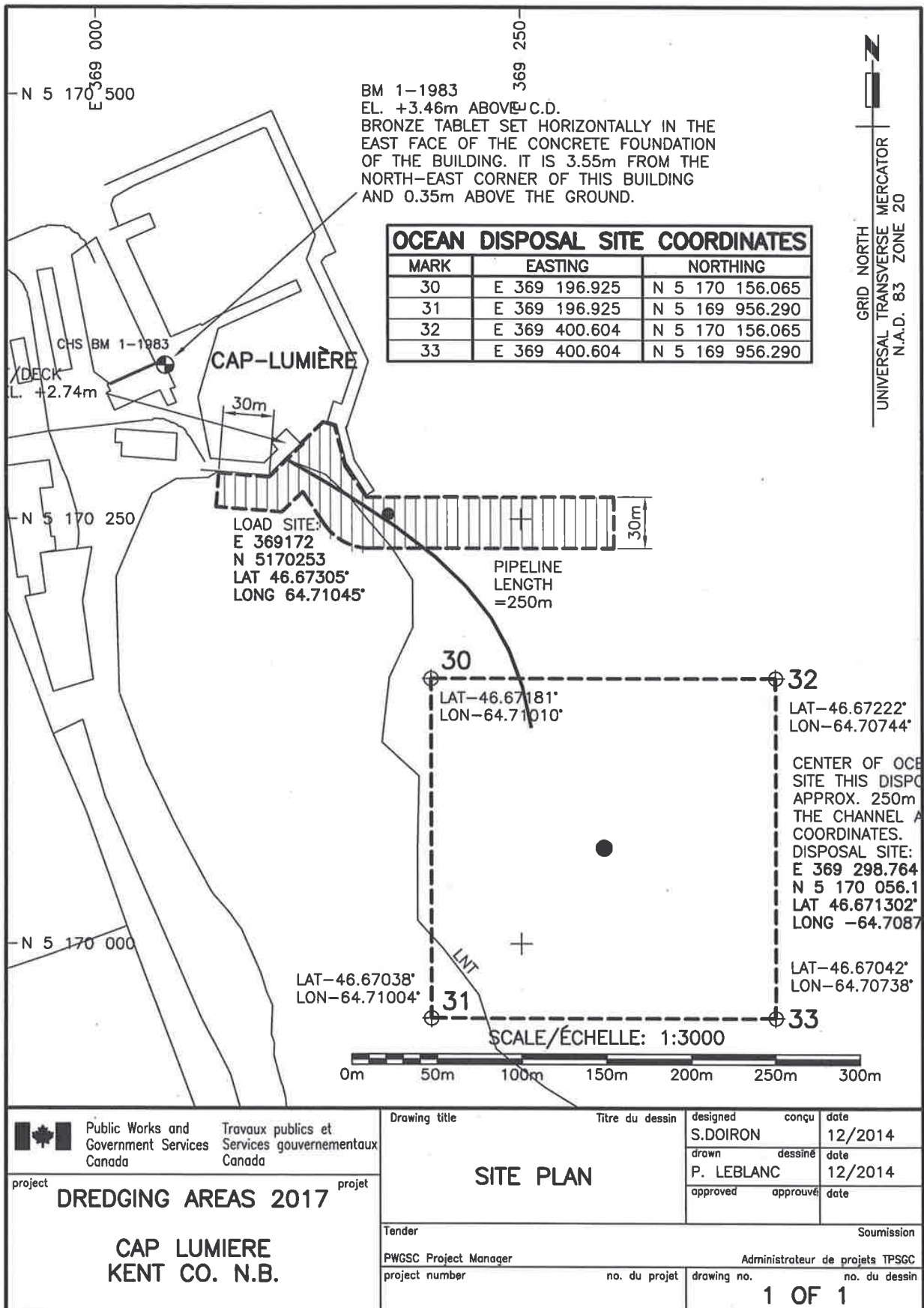
.2 dès la demande du Représentant du
Ministère , fournir les embarcations, le
matériel, la main-d'ouvre et les matériaux
utilisés dans une installation de dragage et
jugés nécessaires pour effectuer l'inspection
et la surveillance des travaux.

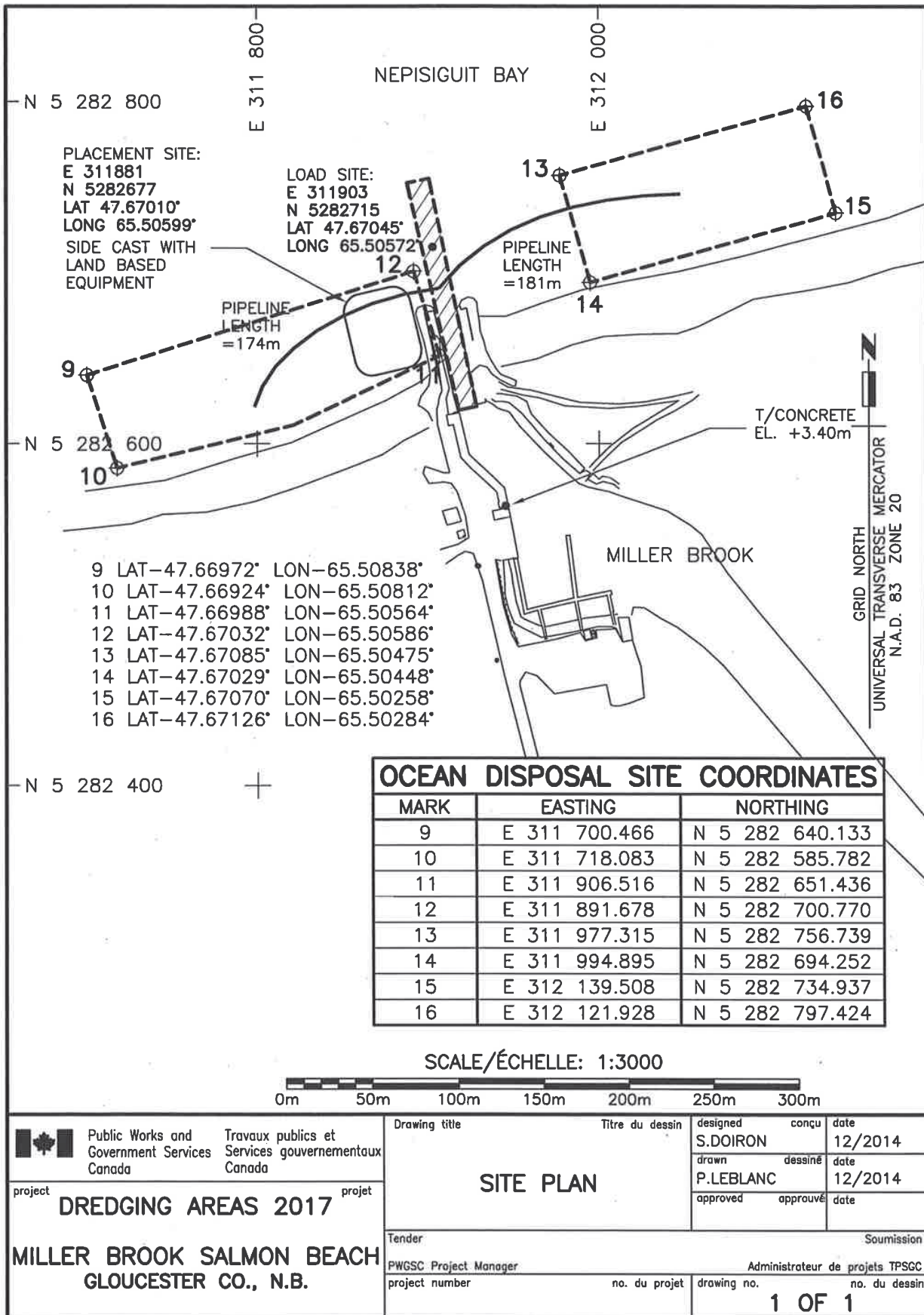


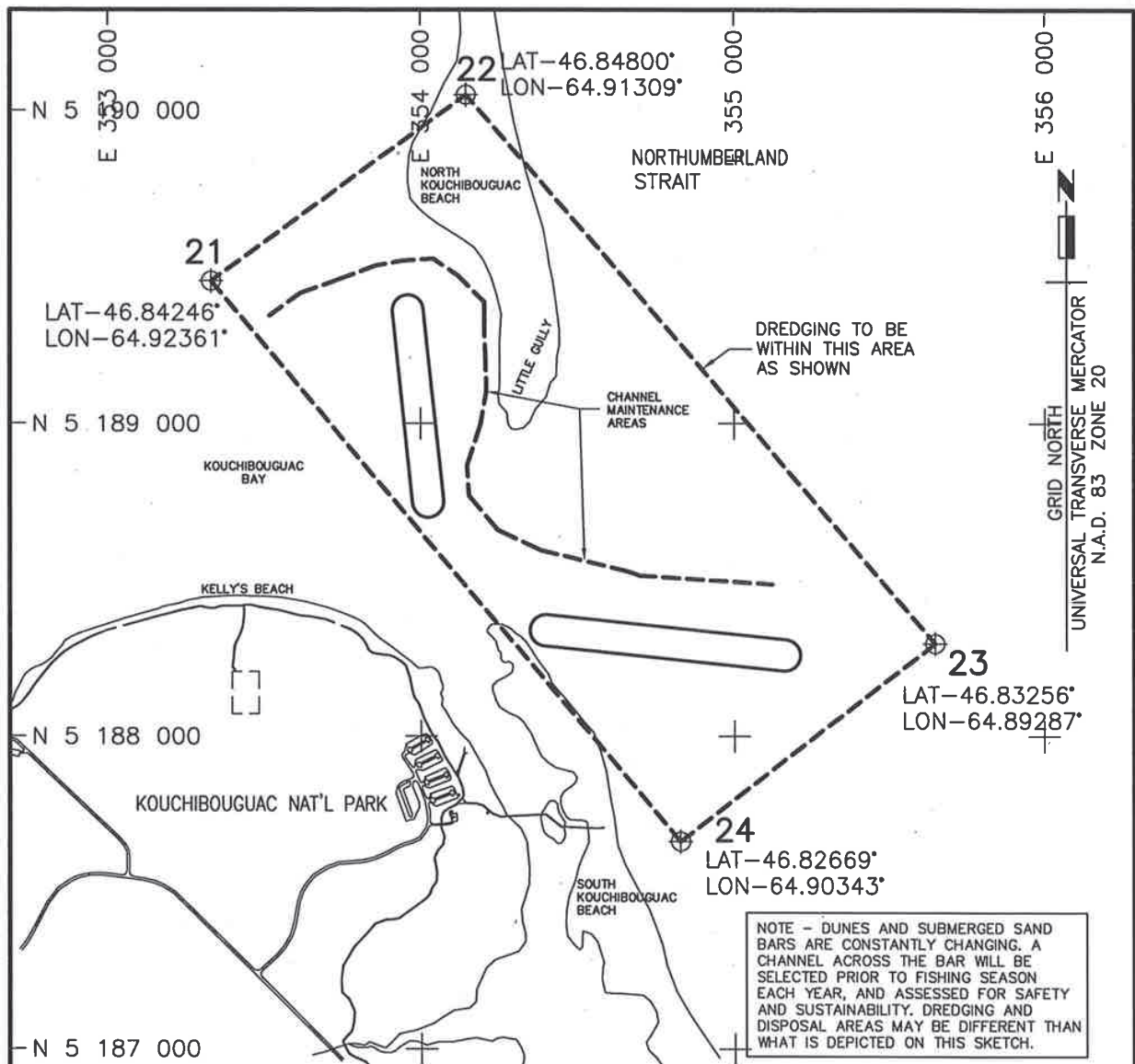
NORTHUMBERLAND STRAIT



Public Works and Government Services Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Drawing title Titre du dessin SITE PLAN		designed conçu S.DOIRON	date 12/2014
	project DREDGING AREAS 2017 ST.EDOUARD-DE-KENT KENT CO., N.B.		drawn dessiné P. LEBLANC	date 12/2014
project number no. du projet		approved approuvé		date
Tender PWGSC Project Manager		Soumission Administrateur de projets TPSGC		
drawing no. 1 OF 1		no. du dessin		







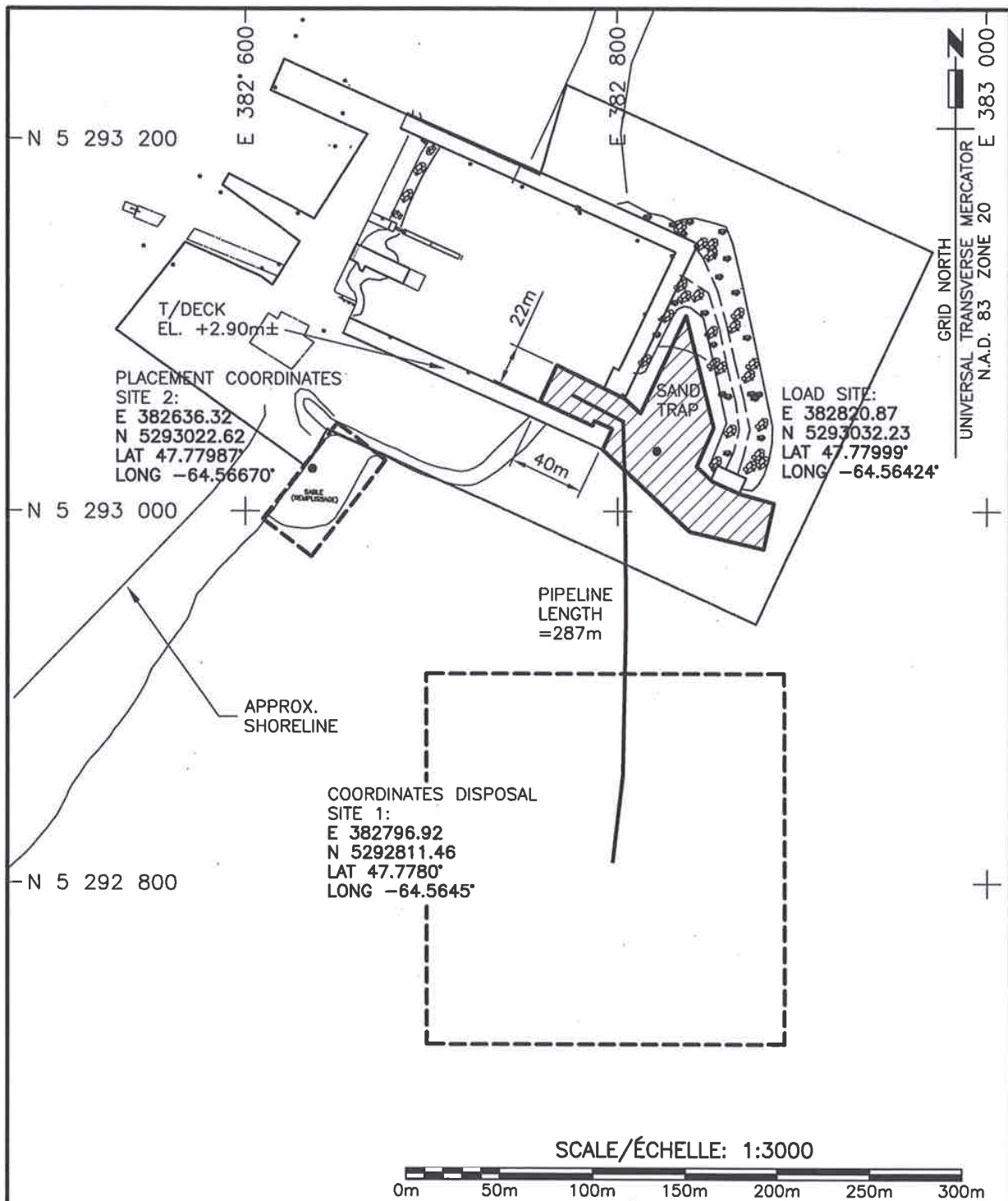
OCEAN DISPOSAL SITE COORDINATES

MARK	EASTING	NORTHING
21	E 353 329.310	N 5 189 454.861
22	E 354 145.757	N 5 190 050.346
23	E 355 646.198	N 5 188 297.386
24	E 354 825.011	N 5 187 664.091

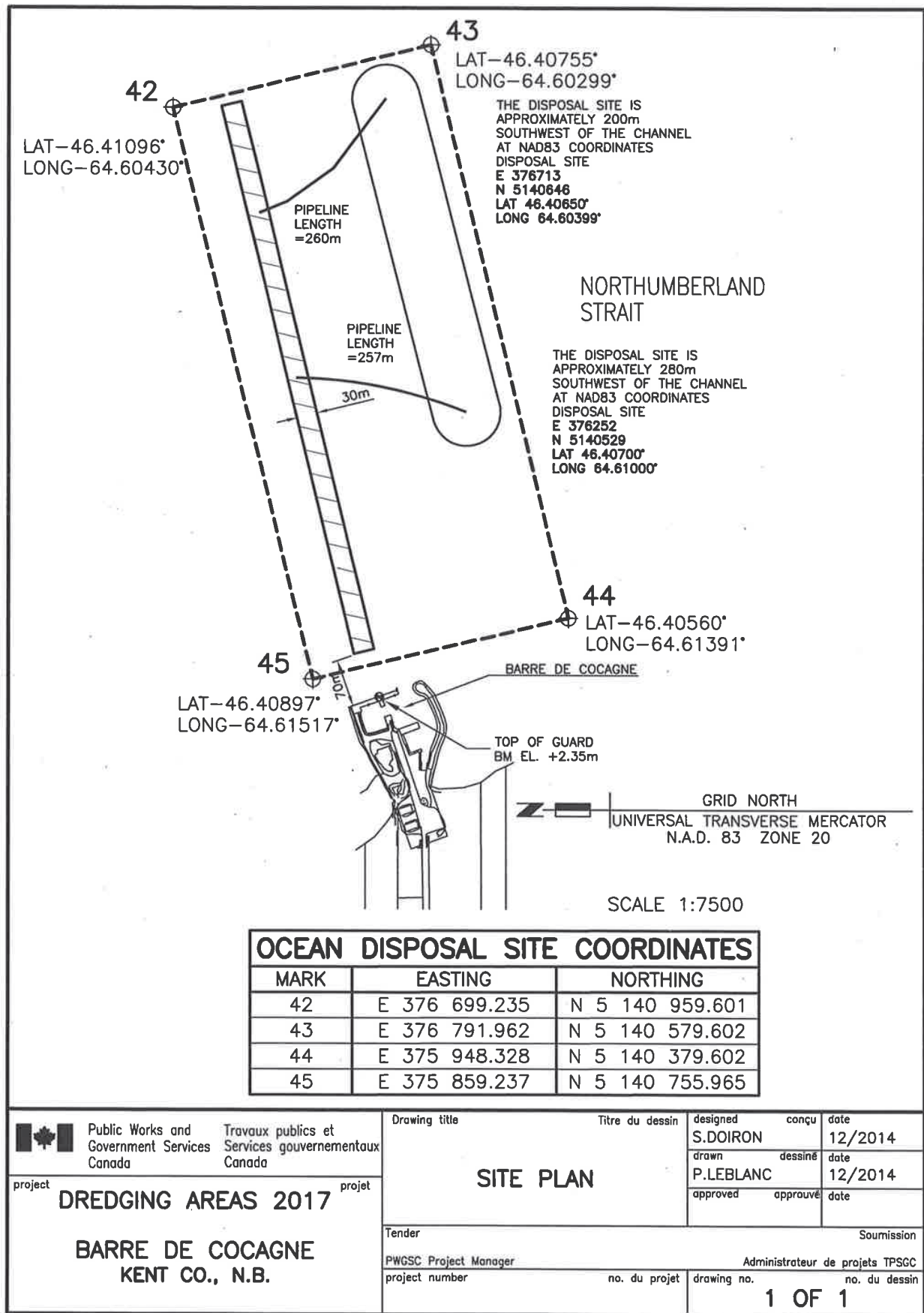
SCALE : 1:20 000

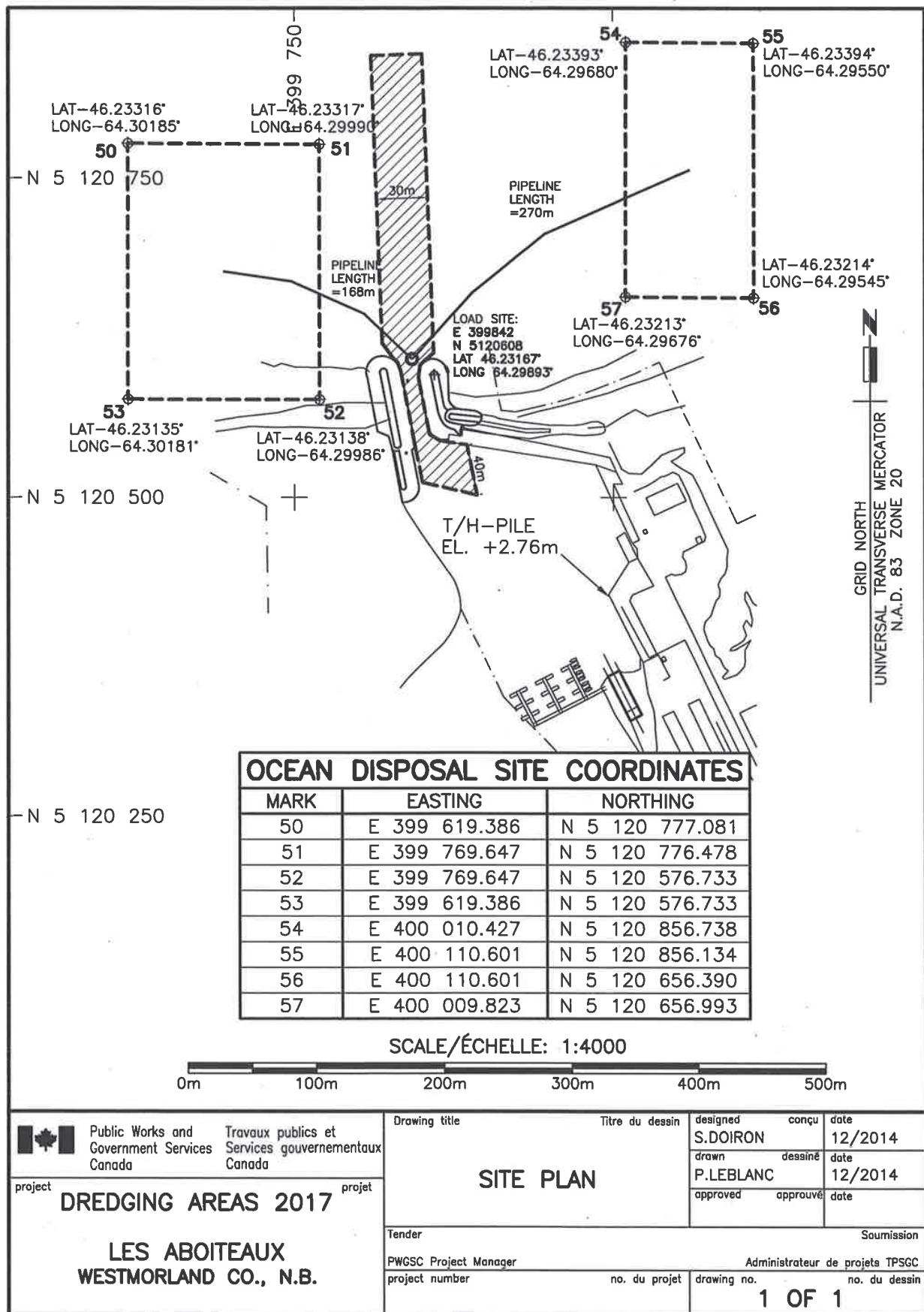


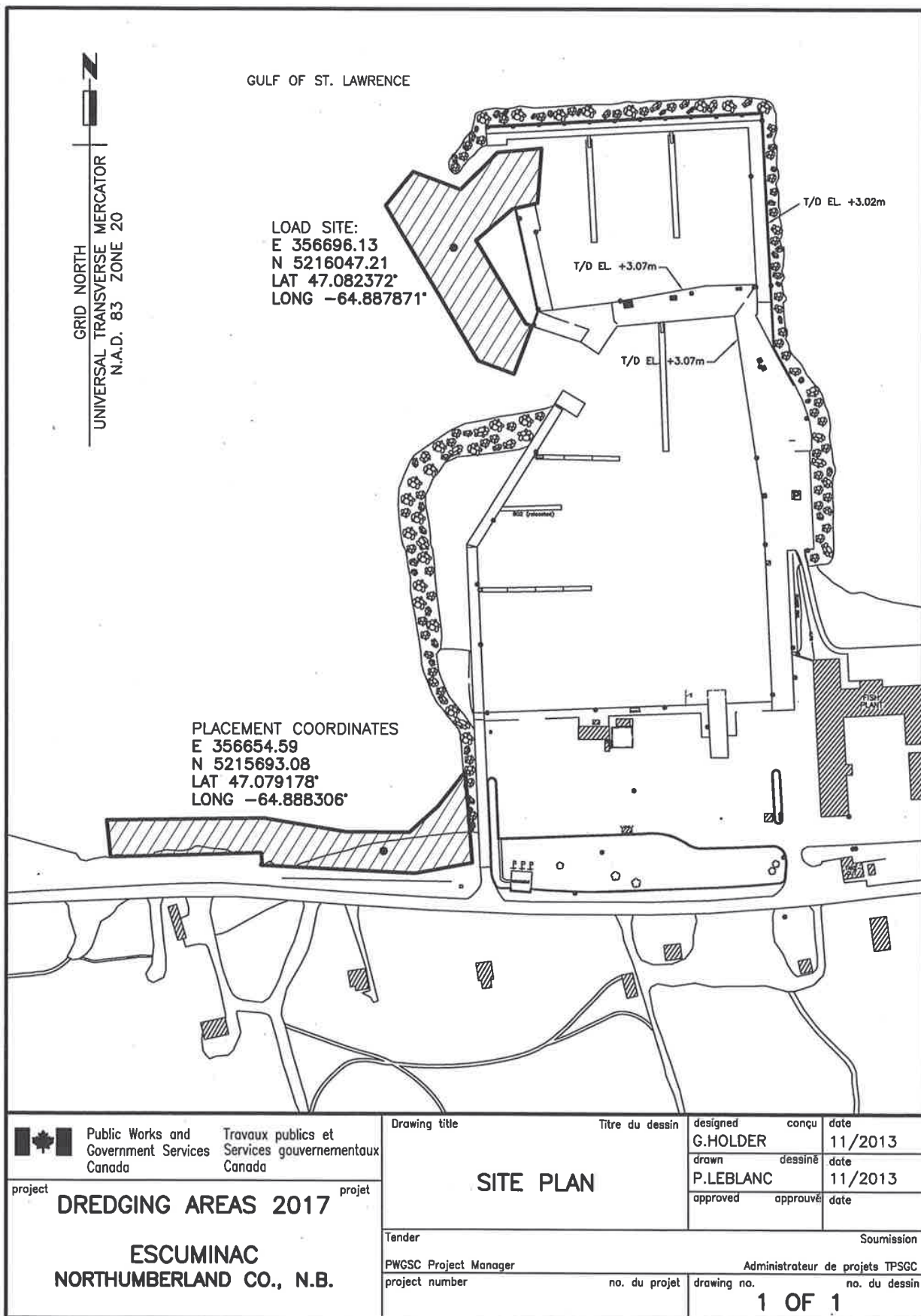
Public Works and Government Services Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Drawing title Titre du dessin SITE PLAN		designed conçu S.DOIRON	date 12/2014
	project DREDGING AREAS 2017 LOGGIECROFT KENT CO., N.B.		drawn dessiné P.LEBLANC	date 12/2014
approved approuvé		date		
Tender PWGSC Project Manager		Soumission Administrateur de projets TPSGC		
project number		no. du projet	drawing no. 1 OF 1	no. du dessin

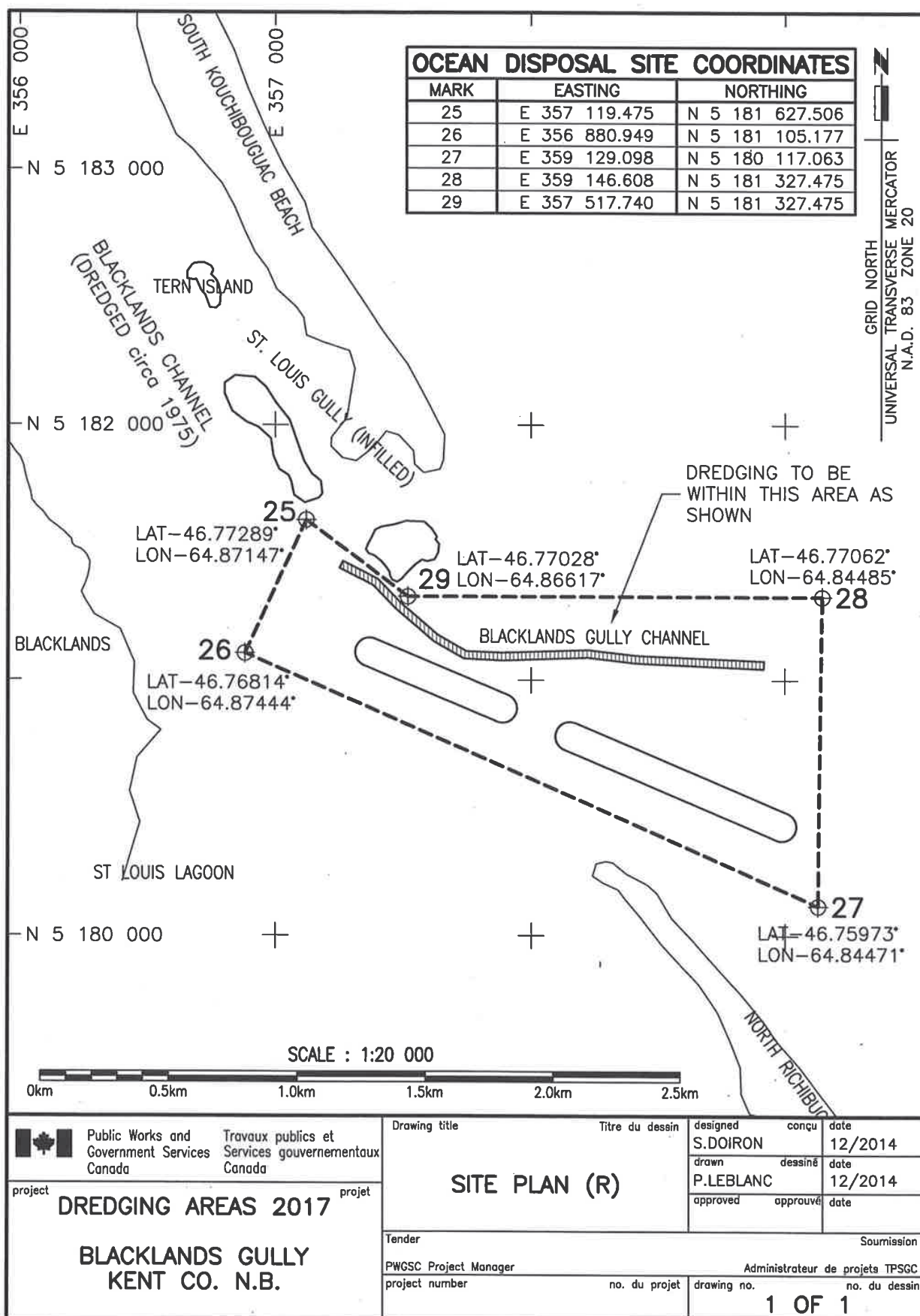


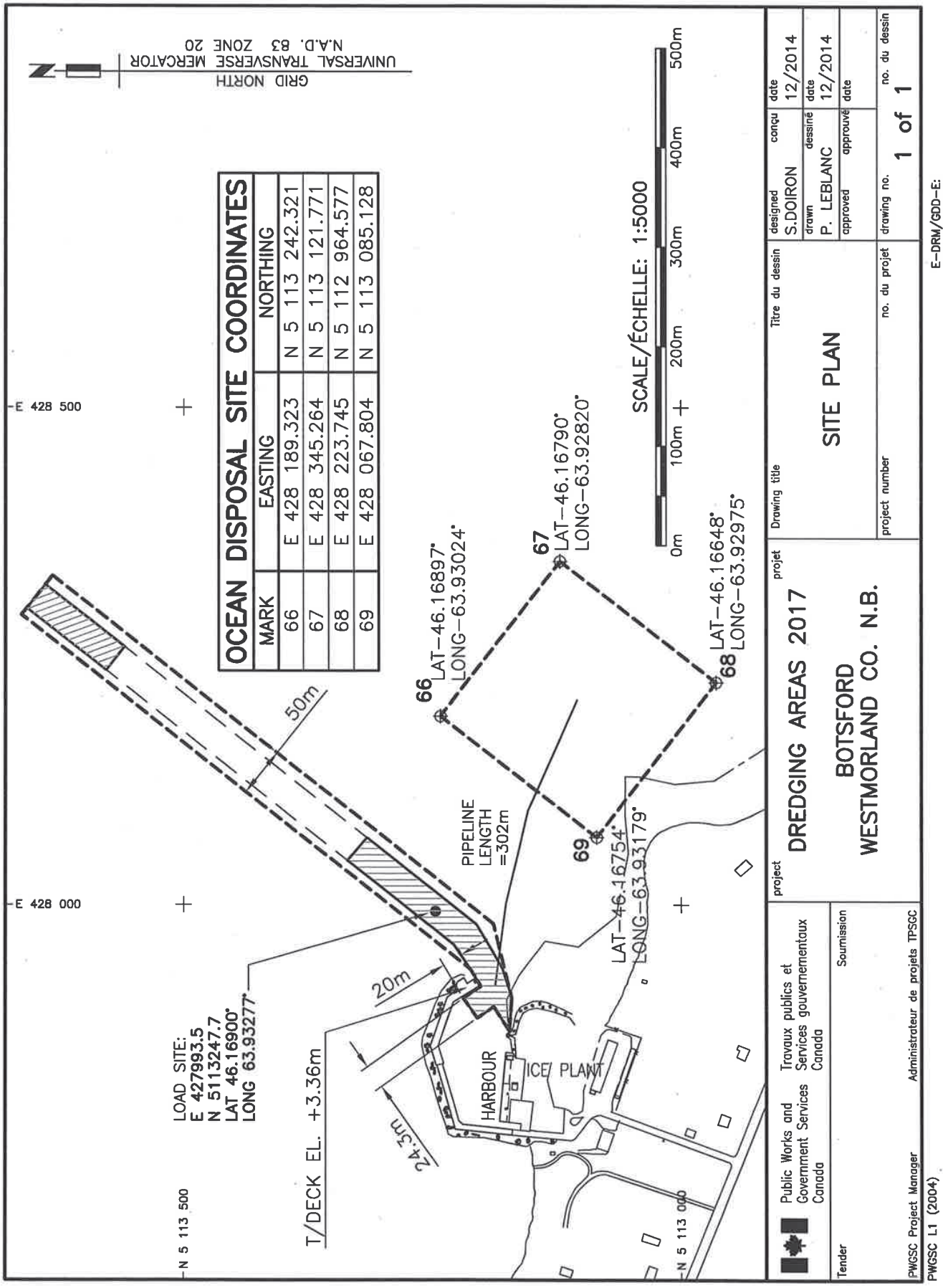
Public Works and Government Services Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Drawing title Titre du dessin		designed S.DOIRON	conçu S.DOIRON	date 12/2014
	SITE PLAN		drawn P.LEBLANC	dessiné P.LEBLANC	date 12/2017
project DREDGING AREAS 2017	project STE MARIE ST RAPHAEL GLOUCESTER CO., N.B.		approved approuvé		
Tender PWGSC Project Manager			Soumission Administrateur de projets TPSGC		
project number		no. du projet	drawing no. 1 OF 1		no. du dessin











OCEAN DISPOSAL SITE COORDINATES			
MARK	EASTING	NORTHING	
66	E 428 189.323	N 5 113	242.321
67	E 428 345.264	N 5 113	121.771
68	E 428 223.745	N 5 112	964.577
69	E 428 067.804	N 5 113	085.128

LOAD SITE:
E 427993.5
N 5113247.7
LAT 46.16900°
LONG 63.93277°

T/DECK EL. +3.36m

PIPELINE
LENGTH
=302m

HARBOUR

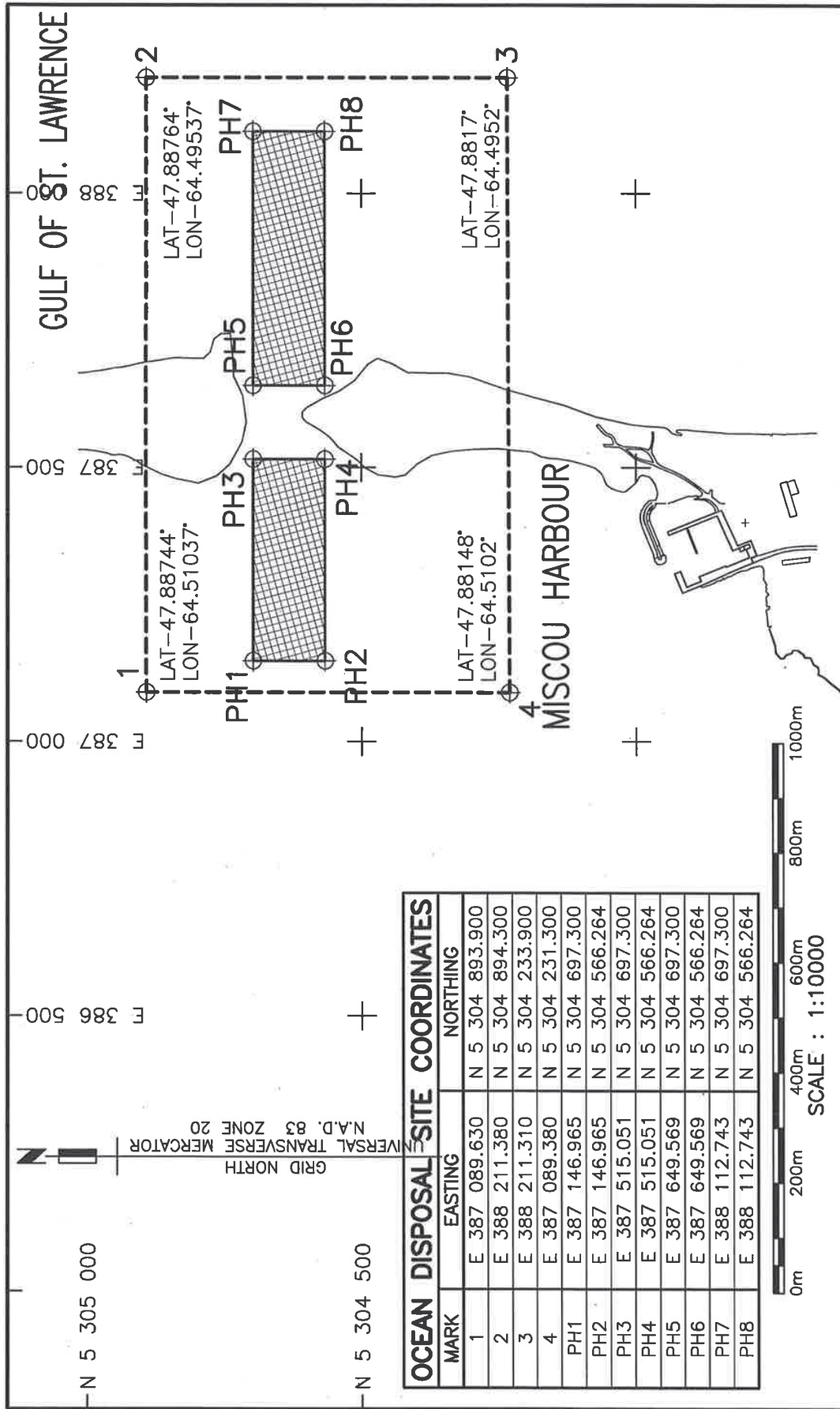
ICE PLANT

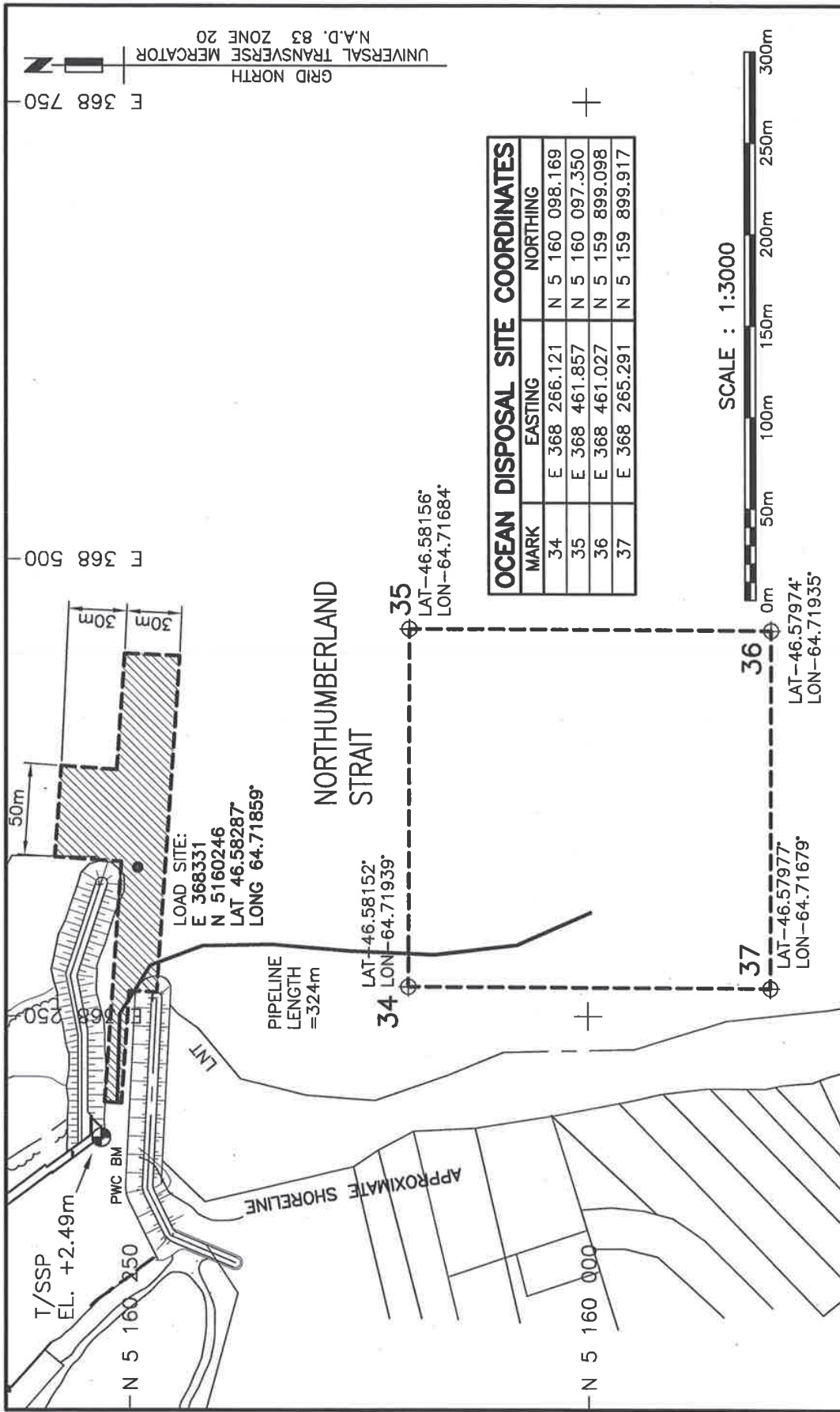
SCALE/ÉCHELLE: 1:5000

	Public Works and Government Services Canada	Tender
	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Submission		PWGSC Project Manager PWGSC L1 (2004)
Administrateur de projets TPSGC		

project	DREDGING AREAS 2017	project	BOTSFORD WESTMORLAND CO. N.B.	
Drawing title				

Titre du dessin		designed	conçu	date
SITE PLAN		S.DOIRON	drawn	12/2014
		P. LEBLANC	dessiné	date
		approved	approuvé	12/2014
project number	no. du projet	drawing no.	no. du dessin	
		1 of 1		

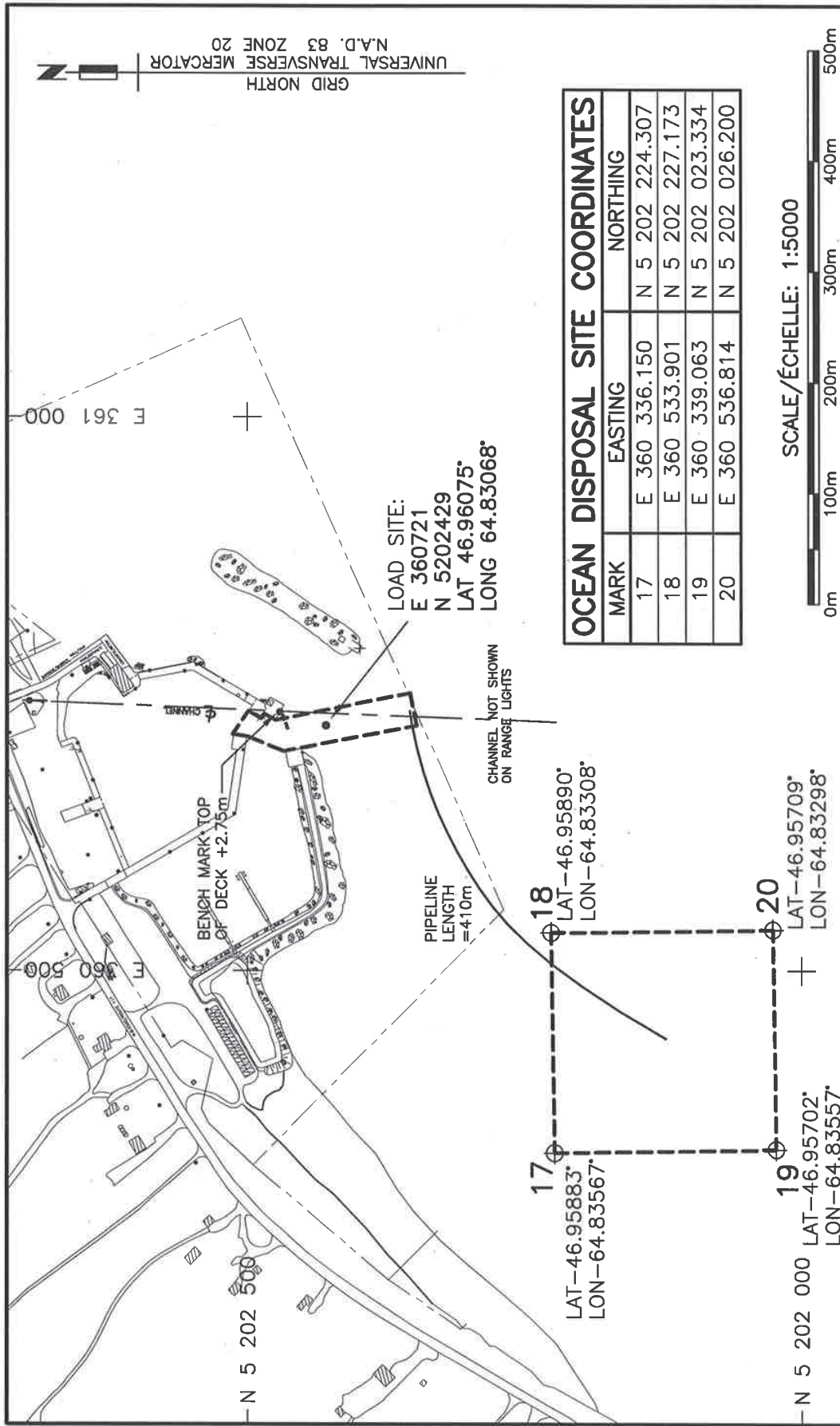




OCEAN DISPOSAL SITE COORDINATES		
MARK	EASTING	NORTHING
34	E 368 266.121	N 5 160 098.169
35	E 368 461.857	N 5 160 097.350
36	E 368 461.027	N 5 159 899.098
37	E 368 265.291	N 5 159 899.917

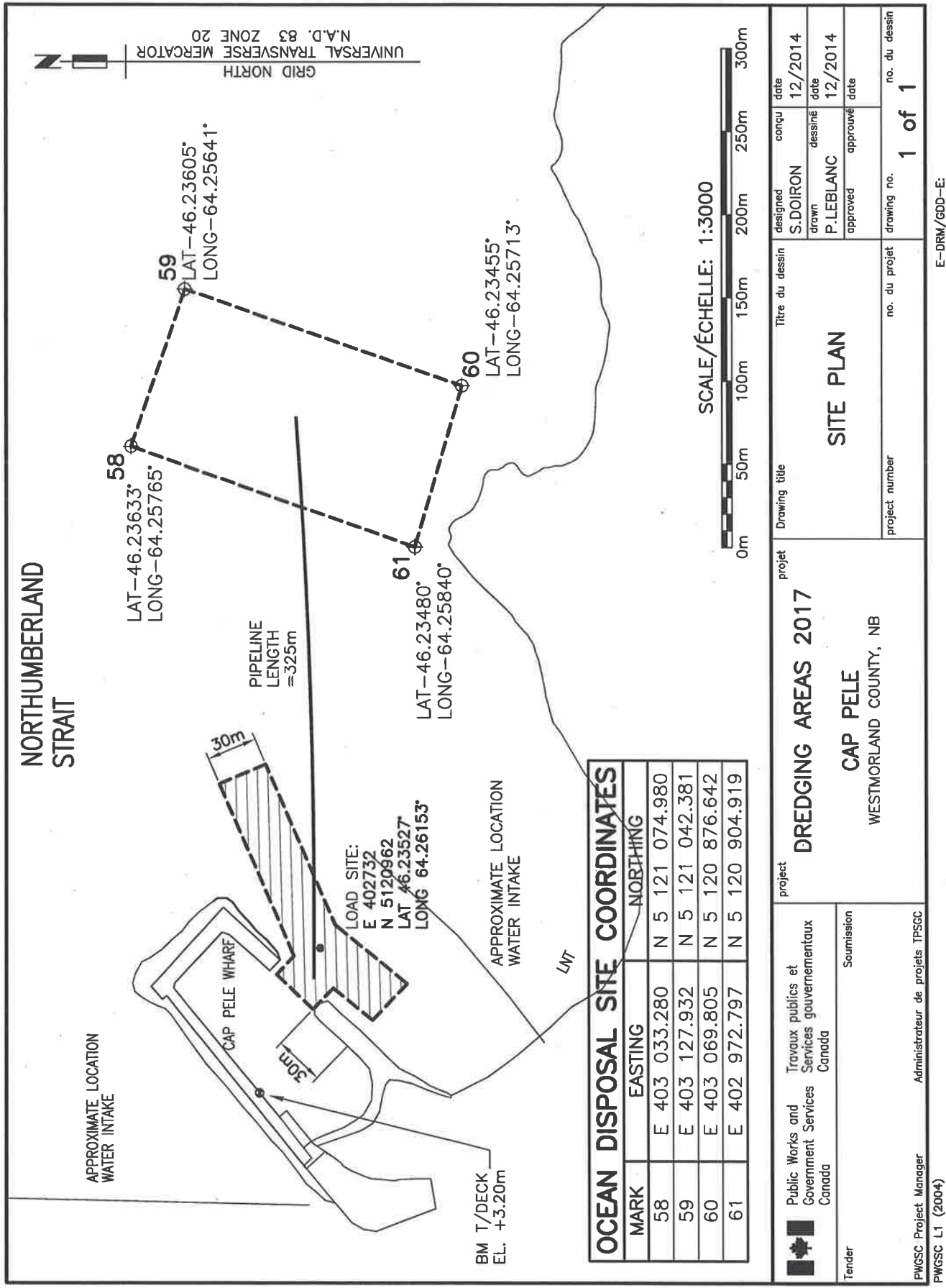
Public Works and Government Services Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Tender Soumission	project DREDGING AREAS 2017		Drawing title SITE PLAN		designed S.DOIRON	conçu S.DOIRON	date 12/2014
		project CHOCKPISH KENT CO. N.B.		project number no. du projet		drawn P. LEBLANC	dessiné P. LEBLANC	date 12/2014
PWGSC Project Manager Administrateur de projets TPSCG		drawing no. 1 of 1		no. du dessin no. du dessin		approved approved		

E-DRM/GDD-E



OCEAN DISPOSAL SITE COORDINATES			
MARK	EASTING		NORTHING
17	E 360	336.150	N 5 202 224.307
18	E 360	533.901	N 5 202 227.173
19	E 360	339.063	N 5 202 023.334
20	E 360	536.814	N 5 202 026.200

Public Works and Government Services Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Tender Soumission	DREDGING AREAS 2017 POINTE SAPIN KENT COUNTY, NB		project Drawing title SITE PLAN	project no. du projet 1 of 1	no. du dessin 1
		PWGSC Project Manager PWGSC L1 (2004)	Administrator de projets TPSCG	designed PWGSC drawn PWGSC approved approved	date 12/2014 date 12/2014 date 12/2014	



	Public Works and Government Services Canada	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Tender	project				project			
				DREDGING AREAS 2017		CAP PELE		WESTMORLAND COUNTY, NB			
Submission				Drawing title		SIT PLAN		no. du projet		no. du dessin	
Soumission				Drawing title		SIT PLAN		no. du projet		no. du dessin	
PWGSC Project Manager				S. DOIRON		P. LEBLANC		drawing no.		1 of 1	
Tender				designed		approved		drawing no.		no. du dessin	
PWGSC L1 (2004)				drawn		approved		drawing no.		no. du dessin	
PWGSC L1 (2004)				date		date		drawing no.		no. du dessin	
PWGSC L1 (2004)				12/2014		12/2014		drawing no.		no. du dessin	

